



Lettre 31 – Avril 2022

S'il est trop tard pour examiner les propositions des candidats à l'élection présidentielle du premier tour, il est encore temps d'examiner leurs propositions pour le second tour en lisant (ci-dessous) : **Le Conseil de l'Europe dénonce le refoulement aux frontières.**

Les réfugiés ukrainiens sont, actuellement, accueilli de grand cœur, par la population et par les autorités des pays européens. **Pourquoi ?** Parce qu'ils sont repoussés par l'état de guerre, Et non de part leur volonté propre ? Parce qu'ils ont déjà des qualités professionnelles ? Parce qu'on pense qu'ils rentreront chez eux dès qu'ils le pourront ? Et donc que c'est temporaire. Parce qu'ils sont de « type caucasiens » ? Parce que ce sont surtout des femmes et des enfants ?

N'est-il pas nécessaire de réfléchir, soi-même, en famille ou entre amis, ou plus généralement sur nos raisons d'agir ainsi ?

Pour les **vacances de printemps**, vous pouvez jouer à dessiner sur une carte toutes les villes citée dans les dernières lettres. Afin d'améliorer vos connaissances en Géographie !

La **journée mondiale des réfugiés** aura lieu le **Lundi 20 juin 2022**. Elle met à l'honneur la force et le courage des personnes qui ont été contraintes de fuir leur pays d'origine pour échapper à un conflit ou à la persécution. La Journée mondiale du réfugié est aussi une occasion de susciter l'empathie et la compréhension à l'égard de la situation difficile que connaissent les réfugiés et de souligner leur capacité à résister aux épreuves et à reconstruire leur vie. Elle contribue à sensibiliser la classe politique et à mobiliser des ressources pour que les réfugiés puissent non seulement survivre, mais aussi s'épanouir. S'il est important de protéger et de chercher à améliorer la vie des réfugiés chaque jour, des journées internationales comme la Journée mondiale du réfugié contribuent à attirer l'attention du monde entier sur le sort des personnes qui fuient les conflits ou les persécutions. Les nombreuses activités organisées pour la Journée mondiale du réfugié sont autant d'occasions de soutenir les réfugiés. Elle a été célébrée pour la première fois au niveau mondial le 20 juin 2001, pour commémorer le 50e anniversaire de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés

Alors pour vous donner des idées les uns les autres, **réfléchissez dès maintenant** à cette journée et échangez vos idées. Vous pouvez voir ce qui a lieu en 2021, sur le site : <https://www.unhcr.org/fr-fr/journee-mondiale-du-refugie-en-france.html>

Michel Girard

Table des matières

Cercles de silence.....	3
CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE.....	3
FRANCE.....	4
Peut-on élire un président qui parle sans savoir ?	4

Le candidat E. Macron et l'immigration.....	5
Regards des réfugiés sur les élections présidentielles.....	6
Les aides à domicile sans-papiers.....	7
Les étudiants venant d'Ukraine.....	8
Ukrainiens en France.....	8
Bayonne.....	8
Calais.....	9
Condrieu.....	10
Côte-d'Or – Brazey-en-Plaine.....	10
Coulaine (nord du Mans)	10
Creuse.....	10
Lyon.....	10
Mayenne - La Chapelle-au-Riboul.....	11
Nice.....	11
Pau.....	12
Pays de Loire.....	12
Rennes.....	12
Saint-Jean-d'Angély	12
MANCHE.....	13
MÉDITERRANÉE.....	13
Libye	14
Tunisie.....	14
A LA FRONTIÈRE TURQUIE- GRÈCE	15
UNION EUROPÉENNE.....	16
Allemagne.....	16
Belgique.....	17
Espagne.....	17
Danemark.....	18
Espagne.....	19
Grèce.....	19
Hongrie.....	21
Irlande.....	22
Italie.....	23
Portugal.....	24
Vatican.....	24
ONU - Organisation internationale pour les migrants.....	26
État des lieux en Ukraine au 7 avril 2022.....	26
EUROPE.....	27
Conseil de l'Europe dénonce le refoulement aux frontières.....	27
Royaume-Uni.....	28
Ukraine.....	28
AFRIQUE.....	29
Algérie.....	29
République démocratique du Congo	29
Niger.....	29
ASIE	29
Yémen	29
AMÉRIQUE.....	30
Mexique	30
A voir – à lire - à écouter.....	30

CERCLES DE SILENCE

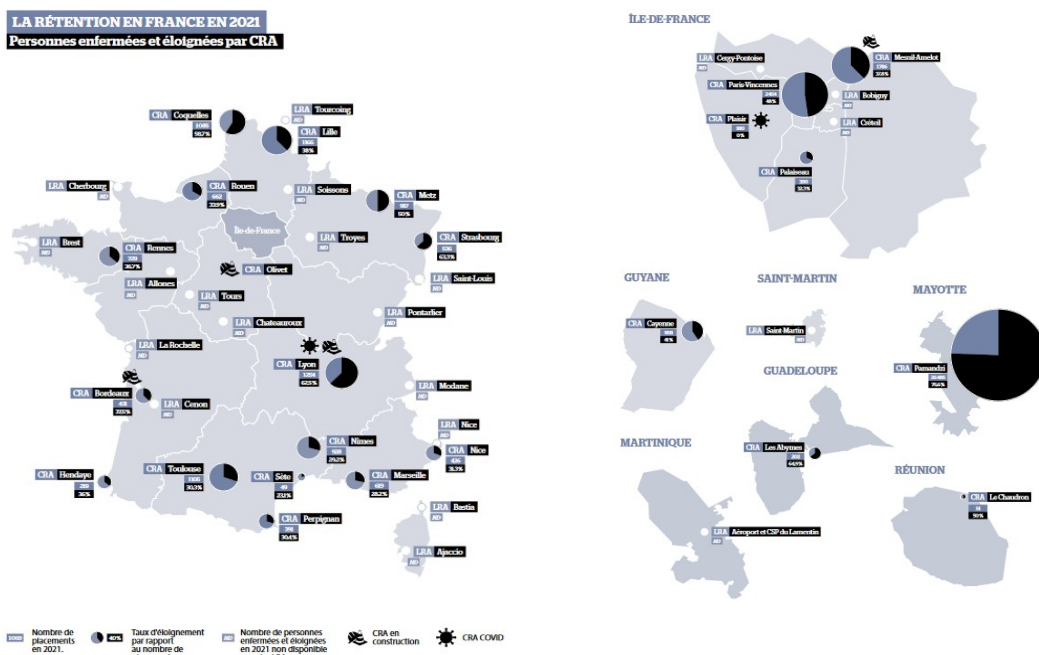
Nous remercions le cercle de silence de **Sens**, qui vient de nous envoyer des nouvelles de son Cercle de Silence. Nous lui adresserons directement la **lettre aux réfugiés**.

Actuellement, nous adressons cette « lettre aux réfugiés » aux 49 cercles dont nous avons les courriels. Il y a 13 ans on connaissait une centaine de cercles qui fonctionnaient.

CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE

Le **rapport sur les centres et les locaux de détention**, en 2021, est paru le mars 2022. Sur le site : https://www.lacimade.org/wp-content/uploads/2022/03/RA_CRA_2021_web.pdf Il est disponible en téléchargement. Les cartes ci-dessous peuvent être agrandies.

Il y a en France, 25 CRA (dont 4 en outre-mer) ce qui correspond à 1 762 places métropolitaines. Le nombre de personnes retenues en métropole est de 14 704 et de 27 649 en outre-mer 27 649. La récente création d'un second CRA à Lyon (140 places) au 17 janvier 2022. Toutefois les autorités ont fermé pour travaux le premier CRA (140 places) jusqu'au 31 décembre 2022. De nouveaux CRA sont également prévus à Bordeaux (140 places), à Olivet près d'Orléans (90 places) et au Mesnil-Amelot (64 places). On compte 128 places dans les 22 locaux de rétention administrative.



Les principales nationalités des personnes des centres sont : albanaise, algérienne, tunisienne, marocaine, afghane, roumaine, géorgienne, guinéenne... Les personnes sont interpellées : en sortie de Prison (23 %), par contrôle de police (22%), à un guichet de la préfecture (14 %), aux frontières (7%). En sortant des CRA, les personnes sont soit libérées (51%), soit éloignées – renvoyées dans un pays hors Union européenne ou non (Schengen), 42,5 %. La volonté d'expulser à tout prix l'emporte alors qu'il existe des risques graves dans le pays de renvoi, au mépris du droit international. Alors qu'en métropole 76 enfants ont été enfermés en CRA, à Mayotte c'est 3135 ! et cela au mépris des décisions de la Cour qui juge que des familles avec enfants

mineurs ne doivent pas être enfermées. En ce qui concerne le Covid, en 2021, 180 personnes positives ont été transférées et retenues dans le CRA de Plaisir (78), réservé spécifiquement aux retenus testés « positif ».

Le rapport contient toutes les adresses et téléphones des centres de détention.

FRANCE

De nombreuses informations ont été obtenues sur le site : <https://www.francebleu.fr/theme/migrants/>

PEUT-ON ÉLIRE UN PRÉSIDENT QUI PARLE SANS SAVOIR ?

A quoi servent les conseillers si ce n'est à préparer les dossiers d'une manière sérieuse et fiable ? Quelques idées fausses entendues ça et là.

Idée fausse : les étrangers coûtent cher :

En arrivant en France, un demandeur d'asile a le droit à une aide financière appelée ADA et un hébergement (Dispositif national d'accueil). Mais souvent, faute de places, environ 30% de personnes se retrouvent à la rue et dépendent des associations pour avoir un toit. L'argent n'est versé que si la personne concernée enregistre son dossier de demande d'asile auprès des autorités. Le montant de l'aide varie en fonction de la situation familiale. Un homme seul touche par exemple 206 euros/mois. Une somme qui compense le fait que le demandeur d'asile n'a pas le droit de travailler. Cette somme est la seule source de revenus auquel il aura droit. La prise en charge des demandeurs d'asile revient à 1,3 milliards d'euros à l'État français (0,2 % du budget total du pays). "*Dans tous les pays, la contribution des immigrés sous la forme d'impôts et de cotisations est supérieure aux dépenses que les pays consacrent à leur protection sociale, leur santé et leur éducation*" indique l'OCDE dans son rapport concernant les 25 États membres, entre 2006 et 2018.

Idée fausse : les étrangers qui viennent en France sont majoritairement africains :

L'Insee, environ 6,8 millions d'immigrés vivaient en France en 2020, soit 10,2 % de la population totale. Parmi eux, 46 % étaient originaires d'Afrique, le reste étant essentiellement d'origine européenne, asiatique, américaine et d'Océanie. Moins de 2 migrants sur 7 se tournent vers l'Europe.

Idée fausse : "40 millions de migrants" sont entrés dans l'UE "sans contrôle"

En réalité, 2,7 millions de ressortissants étrangers sont entrés sur le sol européen (2019), soit 0,6% de la population, mais cela ne précise pas quelle est la proportion de sans-papiers parmi ces personnes.

Idée fausse : Pour freiner l'immigration, les étrangers pourront demander l'asile depuis l'étranger

Demander l'asile en dehors des frontières du pays d'accueil est contraire au droit international. D'après le Haut-commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR), le pays d'accueil a l'obligation de fournir "l'accès à des procédures d'asile équitables et efficaces" sur son territoire. Par ailleurs, tous n'ont pas la possibilité de déposer une demande d'asile dans leur propre pays ou dans un pays voisin, pour diverses raisons : par peur d'être repérés par les autorités, peur d'être identifiés comme souhaitant venir en France, par peur de représailles. Sans compter que dans certains cas les ambassades sont fermées ou inaccessibles. Cela n'empêcherait pas "*des réfugiés désespérés d'entreprendre de périlleuses traversées maritimes en quête de sécurité*".

LE CANDIDAT E. MACRON ET L'IMMIGRATION

Mercredi 8 avril 2022, Emmanuel Macron a réaffirmé sa position sur l'immigration. Il refuse le vocabulaire d'invasion migratoire. Et selon les chiffres publiés par l'OCDE en 2021, il a raison. Avec 10,2 % de la population, la part d'immigrés est même inférieure à la moyenne des pays de l'OCDE. On comptait 7,4 % d'immigrés en 1975 et aujourd'hui 6,8 millions d'immigrés pour 67,3 millions d'habitants. Parmi ces 6,8 millions d'étrangers, 46 % sont originaires d'Afrique, le reste étant essentiellement d'origine européenne, asiatique, américaine et d'Océanie. Par rapport à ses voisins, la France est un pays de faible immigration : 1,5 % de hausse entre 2010 et 2020, 2,9% pour le Royaume-Uni, 3,3 % en Allemagne, et pour les autres pays européens : 2,2 %. Il a également affirmé que la politique "zéro immigration" n'était pas "souhaitable" ni "réalisable". parce qu'économiquement, elle ne tient pas la route. *"Plus les conditions de travail sont difficiles et plus la tension de recrutement est élevée, plus forte est la probabilité que l'emploi soit occupé par un immigré"*, résume le rapport de la Dares. En France, les personnes immigrées représentent 39 % des employés de maison, 28 % des agents de gardiennage et de sécurité, 27 % des ouvriers non qualifiés du bâtiment. Malgré ces déclarations, le président sortant ne reste pas moins adepte d'une ligne dure concernant la politique migratoire. *"Le projet que je porte permet de renforcer la lutte contre l'immigration clandestine et de faciliter le retour vers leur pays d'origine des étrangers sans titre"*. Il propose des procédures d'éloignement plus rapides et désire que le refus d'asile vaudra *"obligation de quitter le territoire"*.

REGARDS DES RÉFUGIÉS SUR LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

Une Tunisienne sans papiers présente en France depuis 2017 est anxieuse. *"Je ne peux qu'avoir peur d'une candidate comme Marine Le Pen"*. *"Je ne connais pas tous les détails de sa politique mais, de ce que j'ai compris, elle veut moins d'étrangers sur le sol français... Elle veut aussi interdire les visas pour certains pays"*. *"C'est vraiment dangereux pour moi"*. Sous le coup d'une Obligation de quitter le territoire français (OQTF), elle a toutes les raisons de s'inquiéter. Marine Le Pen a effectivement affirmé vendredi 5 février 2022 qu'en cas de victoire à la présidentielle française le 24 avril 2022, ses premières décisions concerneraient l'immigration, avec en tout premier lieu l'expulsion "systématique" des étrangers sans papiers. *"Macron aussi me fait peur, car pendant son quinquennat, on a expulsé des gens comme moi, des gens qui ne font aucun mal à la France, qui veulent s'intégrer, mais qui n'arrivent pas à avoir des papiers"*. Si la Tunisienne concède que *"Macron n'est pas raciste, contrairement à [Le Pen]"*, elle redoute cependant un durcissement de sa ligne. Le Président s'est prononcé pour des « *procédures d'éloignement plus rapides* » et a déclaré que le refus d'asile vaudra Obligation de quitter le territoire français. *"En fait les deux candidats me font peur"*.

Un sénégalais arrivé en France sans papiers, qui a obtenu son titre de séjour en novembre 2021 ne pense pas que l'extrême-droite remportera la course à l'Élysée. *"Mme le Pen ne sera pas élue"*, affirme-t-il sans aucun doute. *"Je connais son programme : elle parle de la suppression du droit du sol, elle veut limiter l'accès à la nationalité, elle a dit qu'elle veut réserver les aides sociales aux Français"*. *"Mais je suis sûr que Macron gagnera. Elle ne passera pas, elle pourra retourner avec ses chats."*

Ce Malien de 35 ans qui a obtenu son titre de séjour en novembre 2021, après plusieurs années en situation irrégulière ne veut pas croire à l'accession de Marine le Pen à la magistrature suprême. Il soutient le président sortant. *"Entre les deux candidats, je préfère évidemment Macron. Il a un discours sans haine. La France a besoin de quelqu'un comme lui, quelqu'un qui rassemble"*.

Un Ivoirien qui a longtemps connu le quotidien de la rue, et qui possède le statut « parent d'enfants réfugiés » constate que Macron, n'est pas obsédé par les étrangers. *"Entre les deux finalistes, je préfère Macron. J'ai remarqué qu'il ne tient pas le même genre de propos sur les étrangers que Marine Le Pen". "Elle, elle ne parle que d'immigration alors que lui, il parle de sa vision économique de la France. Il essaie de convaincre les Français et les Françaises sur ce projet-là. C'est le constat que j'ai fait."*

Un égyptien détenteur d'un titre de séjour depuis quelques mois et marié à une française, a *"suivi la soirée électorale. Si Éric Zemmour n'avait pas été là, Marine Le Pen serait arrivée en tête devant Macron... Ce premier tour, ce n'est vraiment pas une victoire pour Macron". "Je suis très inquiet. Sous le mandat de Macron, il y avait déjà des violences policières... Imaginez si l'extrême-droite passe. J'ai peur de l'injustice, j'ai peur des propos racistes, de la parole libérée, de violences policières encore plus poussées"*. Il se dit désarmé face une élection qui ne parle pas de *"sujets importants"*. *"Marine Le Pen parle de nous, des étrangers, et on ne peut pas se défendre. Pourquoi ne pas parler d'évasion fiscale, d'écologie, de sujets qui sont vraiment important pour l'avenir de la France ? Parfois, j'ai l'impression que j'aime la France davantage que certains Français qui passent leur temps à la critiquer... Moi, j'ai un devoir envers mon pays d'accueil. Malgré les difficultés pour avoir des papiers, la France m'a ouvert les bras, j'essaie chaque jour de lui rendre"*.

Les deux candidats du second tour de l'élection ont des programmes très différents. Celui de Marine Le Pen fait la part belle à l'immigration et détaille de nombreuses mesures sur le sujet : expulsion des sans-papiers, suppression du droit du sol, préférence nationale pour l'accès à l'hébergement et l'emploi, traitement des demandes d'asile depuis l'étranger, révision de la politique des visas... Emmanuel Macron est moins expansif sur la thématique, promettant toutefois d'expulser plus efficacement ceux qui ne sont pas éligibles au droit au séjour.

Les aides à domicile sans-papiers

Très majoritairement exercée par des femmes, les aides à domicile rassemble une grande part de travailleuses immigrées, sans-papiers. Elles déplorent des conditions de travail difficiles et une régularisation quasi-impossible. Ces travailleuses exercent des emplois indispensables à la vie de la société et elles ne se sont pas arrêtées lors des confinements liés à l'épidémie de Covid-19. Une algérienne de 39 ans, bac+4, n'a pas eu de mal à trouver du travail. Les besoins d'aides à domicile sont grands en France. La profession figure parmi les dix secteurs le plus en recherche de main-d'œuvre en 2022. Pour trouver du travail, elle a pu compter sur des groupes Facebook et le simple bouche à oreille. Elle marche jusqu'à trois heures par jour, entre les domiciles de ses différents employeurs, dans une ville de Seine-Saint-Denis, en région parisienne. *"Je fais des heures de ménage, j'accompagne les enfants à l'école, je fais de l'aide aux personnes âgées. En tout, je travaille auprès d'une dizaine de familles"*. Une autre algérienne vit sans-papiers en France à la suite d'un refus de la préfecture de lui renouveler son titre de séjour. En France depuis un petit peu plus de 5 ans, cette mère de trois enfants cumule quelques heures de travail par jour chez plusieurs employeurs. *"J'accompagne une dame en situation de handicap. Je lui fais les courses, les repas, un peu de ménage. Ça me fait deux heures de travail par jour. Je fais aussi ponctuellement des petits travaux chez des particuliers, comme du ménage ou du repassage"*.

le secteur de l'aide à domicile est en forte progression et la Fédération des particuliers employeurs prévoit de devoir employer des personnes étrangères faire face aux 700 000 départs à la retraite prévus d'ici 2030. Or les recrutements, sont difficiles, faute d'attractivité d'une profession mal-rémunérée. *"Les auxiliaires de vie régularisées sont payées 22 euros par heure, nous on prend 11-12 euros maximum"*. Une femme, qui a dû quitter son pays pour faire soigner en France son fils qui souffrait d'un cancer du rein, travaillait comme assistante commerciale en Algérie ; elle est

méfiant car elle a déjà subi des abus en raison de sa situation administrative : *"Ça m'est déjà arrivé qu'on ne me donne pas mon dû. Par exemple, un employeur qui me dit : 'Je vous donne tant et je vous appelle pour vous donner l'autre moitié et finalement je ne l'obtiens jamais'"*. qui travaillait comme assistante commerciale en Algérie. *"La seule chose qui m'a attirée dans ce métier, c'est le fait que ce soit un travail déclaré. Sinon, il n'y a aucun intérêt, c'est très fatigant, je rentre épuisée le soir à la maison. J'ai tout le temps mal au dos et des courbatures partout. Déplacer une personne ou l'aider à prendre sa douche, c'est très physique. Pareil pour le ménage."* Les accidents du travail dans cette profession - féminine à 95 % - ont augmenté de 110 % entre 2009 et 2019. Mais être déclarée, n'entraîne pas en outre de prestations sociales. *"Ça n'offre pas la protection. Par exemple, si la personne perd son emploi, elle ne sera pas éligible au chômage vu qu'elle est sans-papiers"*. *"La régularisation par le travail nécessite que les personnes arrivent au moins à un SMIC mensuel"*. Or le salaire moyen des aides à domicile en situation régulière est de 682 euros. *"La très grande majorité est sous le SMIC et sous le seuil de pauvreté"*. Pour tenter de se faire régulariser, les femmes sans-papiers optent souvent pour d'autres motifs de régularisation (liens privés et familiaux, parents d'enfants scolarisés en France...) mais, en Seine-Saint-Denis, elles se heurtent à l'impossibilité de prendre rendez-vous en préfecture pour déposer leur dossier (sites saturés, rendez-vous complets...). *"Je suis là depuis le début du quinquennat d'Emmanuel Macron mais maintenant, on ne peut même pas prendre de rendez-vous en préfecture"*, dénonce une femme, qui affirme avoir effectué *"968 captures d'écran du site de la préfecture de Bobigny"* entre octobre 2021 et mars 2022 pour prouver l'impossibilité d'obtenir un créneau.

LES ÉTUDIANTS VENANT D'UKRAINE

Depuis le 4 mars, l'Union européenne accorde une protection temporaire aux personnes ayant fui la guerre en Ukraine. En France, cela se concrétise par l'octroi d'une autorisation provisoire de séjour (APS) de six mois, renouvelable sur trois ans. Cette APS, en plus de régulariser la présence sur le territoire français, ouvre un accès aux droits inédit, dont la possibilité de travailler et d'obtenir une couverture maladie sans délai. Elle est délivrée aux Ukrainiens ainsi qu'aux ressortissants étrangers résidents permanents en Ukraine, mais pas aux étrangers résidant en Ukraine mais ne disposant pas d'un titre de séjour de longue durée. En premier lieu : les étudiants. En effet, pour obtenir cette protection temporaire, ils faut qu'ils prouvent l'impossibilité de "retour dans des conditions sûres et durables" dans leur pays d'origine. Certains étudiants étrangers peuvent accéder à des APS d'un mois ; mais d'autres, non (selon la circulaire aux préfets cf. légifrance). De quoi soulever des incompréhensions. *"Certains de mes amis qui étaient étudiants comme moi l'ont obtenu, mais je ne pouvais rien dire. Je vais aller voir ailleurs, peut-être que dans d'autres villes ça ira mieux"*. A la suite d'une interprétation restrictive de la circulaire, il y a des blocages aux frontières de la France. Lors d'un refus d'entrée d'étudiants étrangers venant d'Ukraine. *"On leur a dit : 'Vous n'avez pas le passeport biométrique ukrainien, donc c'est non'. En plus, c'était des personnes qui voulaient juste passer pour aller en Espagne ou Portugal, qui sont bien plus accueillants."* quant à s'inscrire dans une faculté pour continuer ses études : *"On nous a répondu que l'université n'avait pas les capacités matérielles pour les accueillir... Mais aussi que l'année était presque finie et que ça ferait peu sens. Surtout, la direction estime que le problème est d'ordre national, et n'a pas reçu de consigne de la part du ministère"*

<https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf/circ?id=45302>

UKRAINIENS EN FRANCE

"Les trois principales villes d'arrivée" de réfugiés ukrainiens *"sont Strasbourg, Nice et Paris"*, après un mois et demi de guerre, d'après France Terre d'Asile. Au moins 40 000 personnes sont entrées en France dont 30 000 ont obtenu une carte d'autorisation de séjour.

D'après le ministère de l'Éducation nationale, on aura bientôt 10 000 enfants ukrainiens scolarisés dans les classes du premier et du second degré, principalement dans les académies de Nice, Versailles, Grenoble et Lyon. Reste à savoir comment pourront être accueilli d'autres enfants, si le chiffre augmente. Les classes et leurs enseignants sont limités : à suivre.

BAYONNE

Jugé en comparution immédiate deux jours après son arrestation, un homme de 28 ans a été condamné à dix mois de prison avec sursis par le tribunal de Bayonne, pour avoir transporté des migrants. Sa peine a été assortie d'une Interdiction d'entrée sur le territoire français (IRTF) de cinq ans. Une sanction plus clémente que les huit mois avec mandat de dépôt et sept ans d'interdiction requis quelques minutes plus tôt, lundi 4 avril 2022, par la procureure. Ce résident espagnol, originaire de Côte d'Ivoire, récupérait des exilés d'Afrique subsaharienne à Irun, en Espagne, et les conduisait de l'autre côté de la frontière, à Bayonne. Il aurait ainsi effectué six voyages depuis le 31 mars 2022 en faisant payer 80 euros ou moins à chaque passager. Le jour de son arrestation au péage de Biriadou, 750 euros ont été saisis dans son véhicule. Le prévenu a reconnu avoir effectué ces allers-retours "pour l'argent". "Je n'avais pas l'intention de continuer, je voudrais demander pardon", a-t-il affirmé lors de son procès.

D'après les autorités françaises, en 2021, le nombre de non-admissions à la frontière franco-espagnole dans le département des Pyrénées-Atlantiques a été de 13 164 contre 5 976, en 2020. Parmi ces migrants, plus de la moitié est originaire de pays du Maghreb, et un tiers de pays francophones d'Afrique subsaharienne (Mali, Guinée, Côte d'Ivoire, Sénégal).

CALAIS

A Calais. *"Le premier, le centre du secours catholique de la rue de Croy, est une maison d'accueil inconditionnel, et d'urgence. Les gens peuvent s'y reposer, y trouver un peu de répit physique et moral. Ils peuvent aussi recharger leurs téléphones, accéder à de l'eau, dormir un peu."* Le second, Maison d'entraide et de ressources (MER) permet un accompagnement des exilés dans la durée. *"C'est un lieu qui s'adresse davantage à des demandeurs d'asile qui souhaitent rester en France"* mais qui sont bloqués administrativement, à cause du règlement Dublin, ou parce qu'ils ont été déboutés du droit d'asile et cherchent à faire un recours. *"Ce qu'on entend de plus en plus souvent ici, ce sont des gens qui nous disent : 'On aimerait bien rester en France, mais là, on n'est pas en règle'. La MER peut aider ces personnes-là, leur offrir des cours de français, des formations... tout en essayant de débloquer leur situation administrative."* Une vingtaine de migrants, originaires d'Érythrée, du Soudan et d'Algérie, se rendent quotidiennement dans ces locaux. *"Nous espérons qu'à terme, une cinquantaine de personnes suivra nos formations."* Sur le littoral nord de la France, les autorités luttent contre tout "point de fixation" et refusent la mise en place de centres d'hébergement à Calais, soulignant l'existence de deux centres d'accueil et d'examen des situations (CAES) – Croisilles et Nédonchel dans le Pas-de-Calais.

Huit boîtes aux lettres ont été installées sur des campements du Calaisis afin que les personnes qui y vivent soient identifiées et puissent se défendre devant un tribunal en cas de décision d'expulsion. *"Lorsque le propriétaire d'un terrain veut faire expulser les personnes qui s'y trouvent, il va mandater un huissier pour constater l'occupation sur place et identifier les personnes pour les assigner en justice"*. Mais, à Calais, aucun migrant n'est jamais assigné en justice avant une expulsion. À l'issue d'une première visite sur les lieux, les huissiers déclarent que les habitants ne parlant pas français, et qu'ils n'ont pas pu être identifiés. Les expulsions de campements sont donc exécutées rapidement. *"Le but, c'est que les autorités respectent le droit [...] Ce n'est pas idéal mais ça nous donnera un délai et cela permettra aux exilés d'avoir accès à un juge plutôt que d'être expulsés sans en être informés et sans qu'on leur demande leur avis"*. Les autorités ont été prévenues de l'existence de ces boîtes aux lettres. Dans leur communiqué, les

associations affirment que *"des courriers ont été envoyés au président du tribunal judiciaire de Boulogne-sur-Mer, à la maire de Calais ainsi qu'aux chambres des huissiers par lesquels les personnes habitant ces lieux de vie font savoir leur volonté de se défendre en cas de requête en expulsion par les propriétaires des terrains"*. Cette nouvelle stratégie de défense intervient quelques jours seulement après la condamnation du préfet du Pas-de-Calais pour s'être affranchi de l'autorité judiciaire lors du démantèlement d'un campement de migrants mené en 2020. La suite au 23 mai 2022.

En novembre 2021, les rues du Beau Marais et de Normandie, situées à la limite entre Calais et la commune de Marck, ont été interdites de distributions ; "entre 400 et 800 migrants", majoritairement soudanais, y vivent. Or, la Vie active, unique association mandatée par l'État à Calais pour distribuer de l'alimentation, ne vient jamais sur ces lieux. Mardi 12 avril 2022, les bénévoles d'une ONG transportant de la nourriture pour des migrants dans des brouettes se sont fait encercler par des forces de l'ordre qui ont attrapé brutalement les brouettes qu'utilisent les bénévoles et les confisquent. En effet, aux abords de ce nouveau campement, *"La mairie a fait installer une butte de terre et a creusé une tranchée pour empêcher les vans des associations d'entrer sur ce terrain"*, *"du coup, on est obligé de se garer un peu plus loin et d'y aller avec des brouettes chargées de nourriture."* Si les CRS procèdent "systématiquement" au contrôle des identités, les humanitaires parviennent toujours, coûte que coûte, à acheminer les denrées. Les discussions entre les forces de l'ordre et l'association, déterminée à apporter les vivres collectés aux exilés, auront duré une heure et demie. *"Seules les rues, et non les terrains privés, sont concernés par l'arrêté préfectoral. Donc on a insisté. Au final, les policiers ont appelé un supérieur et il leur a dit de nous laisser passer. Mais la semaine prochaine, ça recommencera, il y aura d'autres négociations."*

Mardi 12 avril 2022 une vidéo a été tournée sur les lieux pour dénoncer *"une entrave à la distribution"* de nourriture. Elle a suscité l'indignation. *"Je suis extrêmement choquée que, dans notre pays, on refuse à des bénévoles de distribuer de la nourriture, donc donner à manger et à boire à ceux qui n'ont rien"*, a commenté une eurodéputée.

Condrieu

Avant d'être accueillis à Condrieu, une famille, venant de Marioupol, est passée par Varsovie. Elle est arrivée le 4 avril 2022. L'accueil est organisé avec l'association « Efc0 Accueil citoyen », très présente en beaujolais. Un réseau de citoyens facilite l'hébergement, avec les contraintes de déclaration en préfecture et auprès des administrations permettant d'obtenir l'aide financière, et tous les autres démarches administratives, aide pour faire les courses, apprendre le français et s'organiser pour une vie autonome.

Côte-d'Or – Brazey-en-Plaine

Urgence Ukraine 21, c'est le nom d'une nouvelle association en soutien au peuple ukrainien qui vient de voir le jour dans le canton de Brazey-en-Plaine. Cette association créée en milieu rural est reconnue par la préfecture de Côte-d'Or dans la liste des structures d'accueil. Elle regroupe déjà une soixantaine d'adhérents et compte 29 familles prêtes à héberger à court ou à long terme, des réfugiés ukrainiens. L'association a fait partir ce mardi 5 avril pour Poznan en Pologne, un convoi de trois véhicules chargés d'une tonne de matériel (des pansements, des compresses, des produits d'hygiène, de la nourriture pour bébé, etc..). Le retour du convoi s'est fait dans la nuit du jeudi 7 au vendredi 8 avril 2022. Il revient avec 16 réfugiés ukrainiens, accueillis depuis par l'association dans des familles de **Bonnencontre et Orgeux**.

COULAINES (NORD DU MANS)

La mairie de Coulaines a proposé à la préfecture d'héberger des familles ukrainiennes

qui étaient dans des hébergements d'urgence, dans un immeuble qui devait être détruit. La démolition de l'immeuble est reportée à l'année prochaine en attendant que les familles puissent s'intégrer ou rentrer chez elles en Ukraine. Seize logements actuellement vides seront mis à leur disposition *"dans les plus brefs délais"*. La ville attend une cinquantaine de personnes.

CREUSE

Près de 200 Ukrainiens ont trouvé refuge en Creuse depuis le début du conflit. Cependant seuls 26 d'entre eux ont obtenu une autorisation provisoire de séjour pour le moment. Sans cette autorisation, il ne leur est pas possible de travailler, ni de toucher les APL par exemple. Les démarches devraient pouvoir s'accélérer ces prochains jours. Une cinquantaine d'enfants ukrainiens sont dorénavant scolarisés en Creuse.

LYON

946 sont arrivés dans le département et ont obtenu une autorisation provisoire de séjour (APS). La prise en charge des Ukrainiens révèle aussi qu'une forte volonté politique peut permettre un accueil efficace de populations exilées. Les associatifs lyonnais en charge de l'accueil des migrants sont en effet satisfaits du dispositif mis en place et espèrent même qu'il pourra servir de modèle dans le futur. Depuis le 28 mars 2022, à Villeurbanne, les familles, souvent composées de femmes et d'enfants, se rendent dans un centre d'accueil dédié à leur démarches administratives. En quelques heures, elles ressortent avec tous les papiers nécessaires. Alors que pour les autres immigrés et demandeurs d'asile, les délais d'attente sont très longs, jusqu'à un an. *« Ce qui est mis en place aujourd'hui aurait pu être mis en place en 2011 pour les Syriens ou en 2021 pour les Afghans. On voit que c'est dans le champ des possibles. »* Une dizaine de communes se sont portées volontaires pour recevoir entre 3 et 5 familles, dans des logements vacants. Des mises à disposition sans précédent dans le département, où les places d'hébergement manquent cruellement pour les personnes exilées ou demandeuses d'asiles. *« On salue les efforts faits pour les Ukrainiens, tout en disant qu'ils doivent être étendus pour l'accueil de tous les réfugiés. C'est un levier pour demander que le délai de carence d'accès à la santé soit annulé ».* *« Il y a une certaine forme de racisme dans la manière d'accueillir aussi inégale.(...) C'est tout à fait le genre d'accueil qu'on pourrait attendre pour ceux qui sont dans la même situation, pour les Africains qui fuient les massacres, ou des groupes armés qui sèment la terreur. Si on les accueillait de la même manière, ce serait pas mal ».* Vigilants pour les autres réfugiés, les militants le sont finalement aussi pour les Ukrainiens. Alors que le conflit se poursuit, plusieurs questions se posent – sur la pérennité de l'hébergement citoyen, l'accès effectif au travail et au logement – et restent encore en suspens pour ces nouveaux arrivants.

[Document1 \(coordination-urgence-migrants.org\)](http://Document1(coordination-urgence-migrants.org))

MAYENNE - La Chapelle-au-Riboul

En Mayenne, près de 180 réfugiés sont arrivés. Dans le Nord du département, à la Chapelle-au-Riboul, accueillis par un couple d'Anglais, 18 femmes et enfants ukrainiens sont hébergés dans les bâtiments d'une ancienne congrégation religieuse. Lena arrive de Kiev et prépare à manger. *"Ici je me sens en paix, il n'y a pas de danger, je suis apaisée. Les paysages sont très verts, c'est très joli et on entend même les oiseaux chanter le matin"*. Lena est accompagnée de son amie Svetlana. Elle ne remerciera jamais assez le couple anglais qui les accueille. *"Nous sommes fatiguées, cassées et aussi un peu apeurées"*. Evgenia joue à un jeu de société avec une autre femme. Elle a mis onze jours à rallier la Mayenne, au départ du Donbass, à l'est de l'Ukraine. Elle apprend très vite le Français. *"J'aime faire du vélo, j'aime écouter de la musique, j'aime danser"*, énumère-t-elle dans un très beau Français. La propriétaire des lieux depuis trois ans, est impressionnée par la rapidité d'intégrations des ukrainiennes. *"Certaines d'entre elles veulent fabriquer du savon. Une association est en train de nous aider. D'autres font de la peinture et*

restaurent les fenêtres de l'ancienne congrégation. Il y en a 150 ! " Tous les jours dans une salle de l'ancienne de la Congrégation des Sœurs de la Charité, des voisins viennent déposer de la nourriture ou du matériel. Un incroyable élan de solidarité qui émeut le mari de Caroline. "Les Français sont merveilleux, magnifiques. Merci la France", lance-t-il. Certains de leurs enfants ont pu déjà être scolarisés dans des écoles et des collèges de la Mayenne.

Nice

Plusieurs organisations ont ouvert un job dating jeudi 6 avril 2022, ouvert aux réfugiés ukrainiens qui cherchent un emploi. *" On a récupéré presque une soixantaine de CV, on est en train de voir comment les intégrer parce qu'il y a la barrière de la langue, mais ce n'est pas un point bloquant. On en a besoin, c'est une aubaine parce qu'on a du mal à trouver des personnes motivées et qui veulent s'investir dans une branche." "En Ukraine j'avais un petit café, toute la famille y travaillait. On a tout perdu. J'aimerais retrouver un emploi dans ce secteur ici." Cette jeune ukrainienne est consciente que c'est difficile : "C'est difficile parce que dans notre domaine, il faut communiquer avec les clients et nous, on ne parle pas votre langue. Mais ça ne me fait pas peur. On va apprendre le français !"*

PAU

Le 19 février 2022, un responsable d'Isard-Cos à Pau, le centre d'accueil pour demandeurs d'asile, avait succombé à ses blessures après avoir reçu au moins trois coups de couteau au niveau de la gorge. Le soir du meurtre, **Un homme** de 60 ans, a appelé Isard Cos et a tenu des propos orduriers, racistes à l'encontre de la salariée qui a décroché. : *"C'est bien fait pour ta gueule".* Elle se fait traiter de "socialope" et de franc maçon. *"alors? On est content d'accueillir des macaques qui égorgent les français ?""Je ne suis pas raciste je suis réaliste",* a-t-il dit aux enquêteurs pendant sa garde à vue. En l'écoutant, la présidente lui dit "vous m'inquiétez monsieur" et lui donne un cours de citoyenneté : *"la délinquance, ce n'est pas que les étrangers monsieur".* Et pour cause. Il a lui même 13 condamnations au casier judiciaire : des appels malveillants, déjà, des délits routiers beaucoup et des stupéfiant surtout.

Vendredi 1 avril 2022, la cour d'appel de Pau l'a jugé en appel d'un premier procès qui l'a condamné à 8 mois de prison ferme pour **appel malveillant et injures à caractère raciste**. La cour rendra sa décision le 16 juin 2022. Le procureur a demandé la confirmation de la première condamnation : 8 mois fermes, plus la révocation de 6 mois de prison d'un sursis sur sa précédente condamnation.

PAYS DE LOIRE

Selon le préfet des Pays de la Loire, au 12 avril 2022, les services de l'État ont comptabilisé 2.330 personnes migrantes ukrainiennes : Loire-Atlantique en a accueilli 1.224 , la Vendée 379, le Maine-et-Loire 357, la Sarthe 371 et la Mayenne 161. Une partie de déplacés ukrainiens a été transféré vers l'Ouest du pays, en Normandie, en Bretagne et 960 personnes dans les Pays de la Loire. Il y a donc 3.290 réfugiés en Pays de la Loire. L'objectif est d'en accueillir 7.000 sur les 100.000 que la France va recevoir. Ces ressortissants se voient progressivement délivrer une autorisation provisoire de séjour mais les démarches prennent du temps. Ceux qui ne disposent pas d'une solution chez des particuliers sont pris en charge au sein de structures collectives ou dans des hôtels. 120 personnes ont été installés dans des logements proposés par des communes à Saint-Viaud, au Loroux-Botttereau, à Pornichet, à Montoir-de-Bretagne, au Gavre, à Batz-sur-mer, à Orvault et à Ancenis.

RENNES

Les membres de la Diaconie brétilienne, l'association créée par le Diocèse de Rennes ont

livré une trentaine de mètres cubes de matériel en Pologne. Il s'agissait de denrées, mais aussi de produits d'hygiène, collectés par l'association All Behind Ukraine. La Diaconie avait affrété un car avec une remorque, partis lundi de Rennes. Après la livraison du matériel, ils reviennent avec une cinquantaine de réfugiés ukrainiens ont pu prendre place. Il y a parmi eux, des enfants, et même un chat. Ces réfugiés étaient accueillis jusque-là dans les locaux de la foire exposition de Varsovie. *"Il faut compter au moins 26 heures de route"* précise le bénévole. A leur arrivée à Rennes, les réfugiés seront pris en charge et répartis dans différents logements indépendants, sur le périmètre du diocèse. Des équipes seront là pour les accompagner dans leur installation.

Saint-Jean-d'Angély

Un réfugié syrien de 25 ans, a été accueilli en 2015, lorsqu'il a fui son pays. Après quatre ans d'études en France et la validation de plusieurs diplômes - un BEP, un CPA, un brevet professionnel, il est aujourd'hui, peintre en bâtiment. Tous les soirs, bénévolement, après sa journée de travail, il vient rénover *un logement de fonction de la mairie de Saint-Jean-d'Angély, et la future maison d'une famille ukrainienne : un T4*. *"On veut que les Ukrainiens se sentent bien dedans, car on sait bien qu'ils ont tout perdu, tout laissé en Ukraine, comme nous il y a sept ans"*. *"Ces gens, quand ils vont arrivés, seront plein de stress. On doit les soutenir, car on a vécu la même chose : ça se répète."* *"Cela me fait très plaisir car ça fait un moment que j'habite seul. Je serai juste à côté, s'ils ont besoin de quelque chose, je serai là"*. Un autre réfugié syrien désormais installé dans la commune, se remémore la date à laquelle il a posé le pied à Saint-Jean-d'Angély. Ils travaillaient déjà ensemble, en Syrie. Hier architecte d'intérieur à Damas, aujourd'hui il est adjoint administratif dans l'hôpital de la commune. *"Je suis toujours prêt à aider, avec ma famille, mes enfants, mes amis : c'est mon devoir"*. Rénover cet appartement, c'est une façon pour ce père de quatre enfants de dire "merci" à la commune qui les a accueillis. *"Je n'ai pas oublié, tous ces gens qui ont été là, autour de nous, pour nous aider"*. Une manière, aussi, de souhaiter la bienvenue aux Ukrainiens sur la route de l'exode. *"On a vécu les mêmes mauvais moments, le même scénarios, avec les mêmes ennemis : du jour au lendemain, notre vie a basculé"*.

Trois autres logements vides de la ville seront eux aussi aménagés, dans les prochaines semaines, pour accueillir des déplacés. *Saint-Jean-d'Angély a déjà accueilli « durant la guerre, des familles venant du Nord - de Belgique ou de Lorraine - sont venues ici avant de repartir. Idem dans les années 70, avec des familles vietnamiennes et cambodgiennes. Plus récemment, en 2015, nous avons accueilli ces Syriens, et demain, des Ukrainiens"*, liste le premier adjoint au maire.

MÉDITERRANÉE

Geo Barents

Il est au 7 avril 20,22 à la recherche d'un port sûr avec 113 personnes secourues la semaine dernière au large de la Libye. Il pu accoster dimanche 10 avril 2022 au port sicilien d'Augusta avec ses 113 passagers. Ils attendaient depuis 10 jours en mer l'attribution d'un port sûr.

Sea Watch 3

Arrivé dans la région samedi 2 avril 2022, Il est le seul navire humanitaire a sillonner en ce moment la zone de recherche et de sauvetage. Vendredi 8 avril 2022 a permis de porter secours, sans encombre, à 13 personnes, dont quatre mineurs, qui se trouvaient en détresse en mer. Le même jour, 13 autres migrants ont été secourus alors qu'ils se trouvaient en pleine mer à bord d'un petit bateau en bois. Samedi 9 avril 2022, il a porté assistance à 60 personnes : *"Plusieurs d'entre eux avaient besoin de soins médicaux"*. Quelques heures plus tard, l'équipage reçoit un nouveau message de détresse provenant d'une embarcation, indiquant que 50 des passagers seraient déjà tombés à l'eau.

"Lorsque nos vedettes sont arrivées sur place, la situation était chaotique et hors de contrôle. Le canot pneumatique avait coulé et des dizaines de personnes tentaient désespérément de survivre dans l'eau. Un navire de la soi-disant garde-côtière libyenne était également sur place". En tout 34 personnes seront secourues, mais, selon les rescapés, 53 exilés se trouvaient sur l'embarcation pneumatique au départ. Quelques instants après ce sauvetage, le Sea Watch 3 a porté secours à une cinquième embarcation en grande difficulté. Les 87 passagers ont pu être aidés et ramenés à bord du navire humanitaire. *"Au total, il y a plus de 200 survivants [...] dont beaucoup ont un besoin urgent de soins médicaux"*. Dimanche soir 10 avril 2022, cinq personnes fragiles, dont une femme enceinte, ont été évacuées. Deux cent cinq migrants se trouvent toujours, lundi, 11 avril 2022 à bord du Sea Watch 3. Le navire demande à se voir désigner un port d'arrivée de toute urgence.

LIBYE

Plus de 90 migrants sont morts noyés "après avoir quitté la Libye sur un bateau surchargé il y a plusieurs jours" selon Médecins sans frontières. Quatre rescapés, secourus par un pétrolier au large des côtes libyennes tôt samedi 2 avril 2022, ont déclaré qu'ils étaient en mer depuis au moins quatre jours. Ils avaient pris place sur un canot avec une centaine d'autres personnes, dans l'espoir d'atteindre l'Europe. Les survivants ont été renvoyés en Libye où *"ils risquent d'être détenus, de subir des abus et des mauvais traitements"*, déplore MSF, qui rappelle que *"la Libye n'est pas un lieu sûr"* pour les exilés.

Quelques jours plus tôt, environ 145 migrants avaient été récupérés en mer par les garde-côtes libyens et déposés dans un port du pays. L'embarcation avait pris contact avec la plateforme d'aide aux migrants en mer, Alarm Phone, alors qu'elle se trouvait en détresse en Méditerranée. Les naufragés avaient alors affirmé qu'au moins 11 personnes avaient perdu la vie lors de leur tentative de traversée, parmi lesquelles sept femmes et quatre enfants.

Plus de 100 migrants ont perdu la vie en seulement deux jours en mer Méditerranée en tentant d'atteindre l'UE. Mercredi 6 avril 2022, l'ONG Médecins sans frontières (sur le Géo-Barent) estime que *"La négligence de l'Italie et de Malte dans l'assistance aux bateaux en détresse, et l'indifférence de l'UE et de ses États membres face au nombre croissant de morts (...) en mer Méditerranée sont inacceptables"*. *"Le retrait de l'UE et de ses États membres des opérations de recherche et de sauvetage en mer et leur soutien aux garde-côtes libyens sont à l'origine des décès et des violations des droits de l'Homme qui se produisent en Méditerranée centrale"*. Malgré les critiques et les preuves que les Libyens ont eu recours à un *"usage excessif de la force"* lors d'interceptions en mer ainsi qu'à des tactiques *"non conformes à la formation [de l'UE] et à la réglementation internationale"*, les États membres continuent de maintenir leur soutien aux forces libyennes. Un pays a pour l'heure décidé de mettre fin à sa collaboration avec Tripoli : l'Allemagne a décidé fin mars 2022 que son armée ne dispenserait plus de formations à destination des garde-côtes. Elle invoque des cas de maltraitance de migrants et des *"comportements inacceptables"* de la part des Libyens pour justifier sa décision.

Au cours de cette semaine de mars-avril 2022, au moins 130 exilés ont été interceptés et renvoyés en Libye, *"où elles risquent d'être confrontées aux mauvais traitements, abus et tortures, qui ont été largement documentés, dans les centres de détention libyens"*.

Une embarcation a chaviré, dimanche 10 avril 2022, au large de Sorman, au nord-ouest de la Libye, a indiqué l'Organisation internationale des migrations (OIM). À son bord se trouvait 20 migrants. Seuls deux ont pu être secourus. Quatre corps ont été récupérés et 14 personnes sont portées disparues.

TUNISIE

Vendredi 8 avril 2022, neuf corps, dont ceux de quatre femmes et quatre enfants, ont été

rejetés par la mer, au large de Sfax. 18 naufragés ont pu être secourus mais deux autres exilés sont toujours portés disparus. Samedi 9 avril 2022, quatre autres corps ont été repêchés (deux femmes et deux enfants), également au large de Sfax après le naufrage d'une autre embarcation qui se dirigeait aussi vers les côtes européennes avec, à son bord, une trentaine de personnes. Au moins 19 migrants ont été secourus et 10 autres sont encore portés disparus à la suite du drame. Tous les occupants des deux embarcations étaient originaires d'Afrique subsaharienne, ont précisé les autorités tunisiennes.

Le 16 mars, le Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES) a indiqué que plus de 2 700 mineurs ont réussi la traversée la Méditerranée depuis la Tunisie pour rejoindre l'Italie en 2021 ; en 2017 il n'y avait que 561 jeunes qui avaient réussi la traversée. Tous âges confondus, les arrivées en Italie depuis les côtes tunisiennes ont été de 15 671 migrants en 2021, contre 12 883 en 2020, année de pandémie. En 2017, ils étaient seulement 6 151. Quant aux tentatives avortées, elles ont quasiment doublé : les garde-côtes tunisiens ont intercepté 25 657 migrants qui tentaient la traversée en 2021, contre 13 466 en 2020.

A LA FRONTIÈRE TURQUIE- GRÈCE

Alarm Phone et Border Violence Monitoring Network (BVMN), signalent que depuis le 30 mars 2022, 34 migrants dont quatre femmes, dont une enceinte, et six enfants de moins de dix ans, étaient bloqués sur un îlot au milieu du fleuve Evros, qui marque la zone frontalière entre la Grèce et la Turquie. *"Ils ont très froid la nuit et craignent que la pluie arrive. Ils nous rapportent que leurs réserves d'eau et de nourriture sont épuisées au point qu'ils les rationnent en ne les donnant qu'aux enfants".* Les migrants appellent : *"Appel humanitaire : nous sommes coincés depuis deux jours sur une île grecque de la rivière d'Evros. Nous avons de jeunes enfants, des femmes et un vieil homme".* Frontex a confirmé avoir reçu l'appel de détresse, mais *"n'a fait que le transférer aux autorités grecques".* *"Une fois encore, Frontex reste inactif et met des vies en danger".* Des officiers grecs ont reconnu avoir connaissance de cette situation, *"et ont assuré qu'ils ramèneraient les personnes en Grèce".* Mais sans mettre en œuvre cette promesse. Une nuit de plus s'est donc écoulée. La Cour Européenne des droits de l'Homme (CEDH), saisie en urgence de l'affaire, a imposé des mesures provisoires de protection de ces 34 personnes. Elle a notifié l'État grec, au matin du 1er avril 2022, de son obligation de fournir un abri et des vivres au groupe. *"La décision de la CEDH est un argument fort, et un instrument puissant. Dans ce cas concret, elle a créé la pression dont nous avons besoin pour augmenter les possibilités d'évacuation des personnes"*, de quoi *"redonner un peu d'espoir, ce matin, au groupe avec lequel nous sommes resté en contact permanent"*. Mais aux dernières nouvelles, les personnes demeuraient toujours *"épuisées et très effrayées, car la situation reste très incertaine"*. Et pour cause : la menace d'un refoulement vers la Turquie continue de planer. *"On voit beaucoup de cas de personnes qui arrivent sur le territoire grec, se font repérer, et refouler par les autorités sur ces petites îles dans la rivière"*. C'est là que commence le jeu géopolitique : *"ces îles sont-elles sur le territoire grec, ou turc ? Ce n'est souvent pas clair. Les deux autorités jouent avec la vie des gens comme dans un ping-pong"*. *"Nous sommes toujours en contact avec le groupe et ils viennent de nous dire qu'ils ont été attaqués par des hommes en tenue militaire"*, relayait Alarm Phone. Les migrants ont vu des *"véhicules militaires et des voitures banalisées"* rôdant sur la rive non loin de l'îlot, ainsi que des *"drones"* dans les alentours. *"Nous souffrons du froid, mais nous ne pouvons pas allumer un feu pour nous réchauffer à cause de l'armée grecque (...)* Les militaires grecques terrifient les enfants et les femmes avec leurs méthodes, ils veulent que nous nous rendions pour nous ramener en Turquie", écrivaient-elles dans leur message aux organisations internationales. Or, toutes ces personnes souhaitent demander l'asile en Grèce, indiquent les ONG. La *"systématisation"* des refoulements par les autorités grecques se poursuit. Le 1er avril 2022: *"Nous avons reçu de leur part des photos de voitures de police et de pompiers, vers midi : a priori, ils sont donc sur le point d'être évacués ou*

viennent de l'être... Mais nous n'avons pas encore reçu de confirmation", relate le responsable du réseau militant Alarm Phone, qui a donné l'alerte.

UNION EUROPÉENNE

ALLEMAGNE

"Le gouvernement allemand ne peut pas actuellement justifier la formation des garde-côtes libyens par les soldats allemands au vu du comportement inacceptable et répété d'individus membres des garde-côtes à l'égard des réfugiés et des migrants, et également à l'égard des organisations non-gouvernementales", "selon nos informations, dans au moins deux cas, les garde-côtes ont agi de manière complètement inacceptable et illégale" a déclaré la porte-parole du ministère allemand des Affaires étrangères. Début juillet 2021, au large de Lampedusa, l'organisation Sea-Watch depuis son avion de surveillance Seabird, avait filmé un bateau libyen s'approchant tout près d'une embarcation en bois, et tirant dans l'eau à balles réelles. *"Les soi-disant garde-côtes se composent en partie de milices criminelles, interceptent les personnes en fuite avec des moyens brutaux et les ramènent en Libye"*. Dans le même temps, l'Allemagne a accepté d'étendre pour un an sa participation à l'opération militaire menée par l'Union européenne pour faire respecter l'embargo sur les armes imposé à la Libye par les Nations unies.

Quelque 300 000 Ukrainiens sont arrivés en Allemagne depuis le début de l'invasion russe. **L'organisation de leur accueil** repose en grande partie sur le bénévolat et la société civile. A Hanovre, un centre d'accueil a été ouvert pour soulager Berlin, l'une des principales destinations des déplacés et qui peine à répondre à toutes les demandes d'hébergement. Un centre a été ouvert à Cottbus, près de la frontière polonaise. Lorsqu'un train, parti d'une ville à la frontière polonaise, entre en gare, à la descente, des bénévoles distribuent à chacun des quelque 300 passagers un masque de protection FFP2, une bouteille d'eau et un sandwich. Trois guichets temporaires ont été mis en place pour ceux qui poursuivent leur voyage. Dans le hall principal de la gare, des représentants de l'opérateur de téléphonie mobile Vodafone distribuent des cartes SIM gratuites. 20 minutes plus tard, la gare est à nouveau vide. Les déplacés arrivant à Hanovre ont trois options : 1) monter dans un autre train, 2) se reposer dans le centre pour réfugiés situé à proximité de la gare, ou bien 3) poursuivre le voyage en bus vers une destination déterminée par les autorités allemandes. Pour faciliter les procédures dans ces circonstances exceptionnelles, les Ukrainiens n'ont actuellement pas besoin de s'enregistrer dans les pays de l'Union européenne. Les migrants doivent déposer des demandes de permis de séjour – ce qui peut être long : les services administratifs continuent à s'en tenir à leurs horaires habituels malgré la situation de crise. Les bénévoles payent constamment la nourriture, les médicaments et autres produits de première nécessité de leur poche. Les déplacés ne peuvent pas toucher d'aide financière avant d'avoir épuisé leurs propres économies. De plus, le temps d'attente pour obtenir un rendez-vous avec les services sociaux peut parfois prendre des semaines. La déclaration d'un porte-parole du gouvernement allemand *"Un État ne fonctionne pas seulement à travers son administration, mais aussi à travers la société civile. C'est bien, c'est gratifiant"* ne plaît pas à tout le monde : *"Les autorités devraient, pour une fois, considérer la situation d'un point de vue humain, et non pas administratif", "Nos donateurs apprécient notre association car nous agissons rapidement et ne sommes pas bureaucratiques."* Les responsables politiques allemands tentent de se préparer au scénario de 8 millions de déplacés. Des fonds pour le logement et le transport, les prestations sociales et le coût du fonctionnement des nouveaux centres d'accueil doivent encore être alloués. La maire de Berlin, a déclaré qu'environ deux tiers des déplacés d'Ukraine ont pu trouver un logement par des moyens privés. Mais jusqu'à présent, les remboursements de frais ou d'éventuels soutiens financiers pour les bénévoles ne sont toujours pas à l'ordre du jour.

L'Allemagne a décidé fin mars 2022 que son armée de dispenserait plus de formations à destination des garde-côtes. Elle invoque des cas de maltraitance de migrants et des "*comportements inacceptables*" de la part des Libyens pour justifier sa décision.

BELGIQUE

La Belgique veut expulser un plus grand nombre de personnes en situation irrégulière. Pour mener à bien son projet, le gouvernement a décidé de construire trois nouveaux centres fermés et un centre de départ, créant ainsi 500 places supplémentaires destinées aux renvois forcés. La capacité totale de ces structures atteindra les 1 145 places, contre 635 actuellement. Dans le centre de départ, les sans-papiers ne resteront qu'un jour ou deux pour permettre un retour rapide vers leur pays d'origine. Le lieu devrait voir le jour prochainement. Pour les trois autres sites, les appels d'offres viennent seulement d'être publiés. Ils devraient sortir de terre entre 2024 et 2029. Chaque année, environ 24 000 personnes reçoivent un ordre de quitter le territoire belge. Mais seul un quart d'entre elles rentrent dans leur pays d'origine, selon les autorités. Les retours forcés ne concernent que les étrangers en séjour irrégulier dans le pays, ceux qui perturbent l'ordre public ou les personnes condamnées pour des faits criminels. L'accord gouvernemental prévoit également de doubler le nombre de logements de retour en centres non fermés, passant de 28 à 54 places. Ces structures sont réservées aux familles avec des enfants mineurs notamment. Le coût d'une telle mesure s'élève à 100 millions d'euros. Pour les associations d'aide aux migrants : "*Ce choix budgétaire est indécent*". "*En misant sur la démultiplication des lieux de détention, le gouvernement se trompe d'enjeu*". "*en communiquant de la sorte, le Secrétaire d'État diffuse une vision criminalisant des migrants en général et des personnes en séjour irrégulier en particulier*". "*Je ne veux pas des places en centres fermés pour des personnes qui majoritairement n'ont rien fait. Je veux des places pour les demandeurs d'asile qui dorment dehors depuis des semaines dans la rue*", indique un député, exprimant sa "*honte*".

ESPAGNE

Environ 75 personnes étaient parties de Nouakchott, en Mauritanie, le 19 mars 2022, dont des femmes et des mineurs, selon la police. Quarante-huit personnes présentes à bord de l'embarcation ont survécu et sont arrivées dimanche 27 mars 2022 sur l'île espagnole d'El Hierro, aux Canaries. Parmi les survivants, plusieurs ont dû être hospitalisés à leur arrivée. "*En quelques jours, les réserves d'eau se sont épuisées et ils disposaient seulement de biscuits pour manger, ce qui aurait conduit certaines des personnes hospitalisées (sur l'île) à boire de l'eau salée pour étancher leur soif*" durant la traversée, selon la police. "*Les conditions difficiles imposées par les chefs de bord durant la traversée, qui ont apparemment ligoté et battu un homme, et les conditions intrinsèques de la traversée pourraient avoir conduit à la mort de plus de 25 personnes*". Selon les témoignages des migrants, 25 ont été jetés par-dessus bord. En réaction à ces témoignages, trois des migrants arrivés sur l'île, soupçonnés d'être les chefs du bateau, ont été arrêtés pour homicide présumé. Deux d'entre eux ont été placés en détention provisoire.

En 2021, ce sont plus de 40 000 migrants, en grande partie en provenance du Maroc, qui sont arrivés par la mer en Espagne continentale ainsi que dans les archipels des Baléares et des Canaries.

Jeudi 31 mars 2022, le corps sans vie d'une personne a été retrouvé dans le fleuve frontière entre la France et l'Espagne, ont indiqué les autorités espagnoles 2022. "*Tout semble indiquer*" qu'il s'agit du migrant disparu le 12 mars 2022, "*mais cela reste encore à confirmer*".

Un "grave problème informatique dans le courrier des demandes de protection internationale" a provoqué la suppression massive des mails envoyés pour déposer un dossier.

Environ 4 000 documents ont ainsi été effacés, dans la région de Valence. La police prévoit désormais de délivrer des rendez-vous comme dans de nombreuses provinces. Les premières demandes de rendez-vous ont explosé et aucun créneau n'est disponible avant juin. Les demandeurs d'asile se retrouvent dans l'impossibilité de déposer leur dossier. Depuis le mois de janvier, plus de 8 500 personnes sont arrivées en Espagne, d'après les chiffres de l'Organisation internationale des migrations (OIM). Pour l'ensemble de l'année 2021, environ 22 300 arrivées ont été comptabilisées par l'agence onusienne.

Les dossiers des déplacés ukrainiens ne sont en revanche pas touchés, un autre canal ayant été ouvert pour cette population afin de faire face à un fort afflux.

20 personnes ont embarqué sur depuis les côtes ouest-africaines. Après une semaine passée à la dérive dans l'océan Atlantique, deux personnes se seraient jetées à l'eau de désespoir. L'embarcation a été repérée dimanche 10 avril 2022 par un avion participant aux opérations de sauvetage des services espagnols. Un navire a pu venir au secours des exilés. 15 hommes, deux garçons mineurs et une femme – tous originaires de pays du Maghreb - se trouvaient dans l'embarcation. Ils ont été débarqués au port d'Arguineguín. Près de 2 800 jeunes, arrivés ces dernières années sur des embarcations de fortune depuis les côtes ouest-africaines, sont actuellement sous la tutelle du gouvernement des Canaries, qui leur fournit un hébergement, un accès à l'éducation et aux soins de santé.

DANEMARK

Sur les images, filmées devant le centre d'accueil pour demandeurs d'asile d'Avnstrup, à une heure de route de Copenhague, quatre individus immobilisent une femme au sol en la plaquant contre le trottoir et en lui attachant les mains. La vidéo de l'expulsion a été partagée la première semaine d'avril 2022 par Trampoline House, une ONG d'aide et de conseils aux migrants à Copenhague. Selon l'ONG, qui cite des résidents, la police et l'Agence danoise des retours, chargée des expulsions au Danemark, sont venues chercher une mère de famille kurde d'origine iranienne et deux de ses trois enfants afin de l'expulser du pays. Son passeport iranien avait expiré. La famille vivait dans l'ouest de l'Irak avant d'arriver au Danemark en 2014 en affirmant que leur vie était en danger. Trampoline House affirme que la femme a reçu "une injection de sédatif" lors de cet incident. Son plus jeune enfant, âgé d'un an, et le père peuvent pour le moment rester au Danemark. Les autorités ont confirmé avoir eu recours à la force, indique le journal The Local. Elles nient en revanche l'administration de médicaments au cours de l'opération. L'Agence danoise des retours confirme que l'expulsion vers l'Iran a eu lieu dans la foulée de cet épisode. Mais d'après un site d'information irakien, celle-ci aurait résisté lors de son transit à Istanbul, en Turquie. Elle aurait refusé de monter à bord de l'avion pour Téhéran et a donc été renvoyée avec ses deux enfants au Danemark.

Trampoline House estime que le fait de diviser la famille constitue une violation du droit à la vie familiale garanti par la Cour européenne des droits de l'Homme. "Ce droit comprend le droit des parents d'avoir la garde de leurs enfants et de rester en contact avec eux et le droit des enfants d'être avec leurs parents". Cette expulsion musclée a indigné une partie de la classe politique. "*Je n'arrive pas à imaginer le sort qui attend cette femme kurde expulsée de force*", écrit une personne du parti des Verts au Danemark. "*J'ai demandé un entretien au ministre danois de l'Immigration, pour qu'il puisse expliquer si le gouvernement veut vraiment traiter les gens de cette façon.*" La polémique a poussé d'autres partis politiques à convoquer le ministre de l'Immigration ". En réponse, le ministre a expliqué que l'expulsion s'était déroulée selon les règles. Il rappelle qu'un demandeur d'asile débouté et en possession d'un document de voyage iranien peut être expulsé de force, que ce document soit encore valide ou non, et malgré l'absence d'un accord de réadmission entre le Danemark et l'Iran. La loi danoise autorise en effet le recours à la force physique lors des expulsions si un individu présente de la résistance lors de son expulsion.

Cependant, la loi sur les étrangers indique qu'une expulsion doit se faire "*dans le respect de la personne et sans recours inutile à la force*". Le Danemark est régulièrement critiqué pour ses lois strictes en matière d'immigration et d'asile. L'ambassadeur iranien au Danemark a demandé aux autorités danoises de présenter des excuses pour le "comportement inhumain" commis à l'encontre de la famille.

ESPAGNE

En échange de sa décision d'afficher son soutien au plan d'autonomie marocain pour le Sahara occidental, Madrid compte s'assurer de la "coopération" du Maroc dans le contrôle de l'immigration illégale. Cela doit notamment passer par une intensification des expulsions de migrants marocains en situation irrégulière, depuis les Canaries vers Casablanca et Agadir grâce à de nouvelles liaisons aériennes. Les vols de rapatriements de marocains ont repris le 22 mars 2022. En 2021, selon des données du le Système européen de surveillance des frontières (Eurosur), environ 31 % des près de 42 000 immigrés arrivés irrégulièrement en Espagne étaient marocains.

GRÈCE

Human Rights Watch (HRW) publie, jeudi 7 avril 2022, n rapport dans lequel l'ONG établit qu'Athènes a demandé à des demandeurs d'asile d'en refouler d'autres, à la frontière terrestre entre la Grèce et La Turquie, dans la région de l'Evros. HRW a interrogé par téléphone 23 demandeurs d'asile ayant été refoulés à la frontière gréco-turque, entre septembre 2021 et mars 2022. 16 d'entre-eux ont affirmé avoir été renvoyées par bateau, sur le fleuve Evros, qui marque la frontière entre la Grèce et la Turquie, par des hommes vêtus d'uniformes noirs, le visage masqué et qui parlaient arabe ou bien l'une des langues parlées par les personnes originaires d'Asie Centrale (pachto, dari, ourdou par exemple). Un ancien officier de l'armée afghane de 28 ans, a témoigné avoir eu, fin décembre, une conversation en pachto avec un Pakistanais qui pilotait le bateau qui le ramenait en Turquie. "*Le conducteur du bateau [m'a dit] : 'Nous faisons ce travail pendant 3 mois et ensuite ils [les Grecs nous donnent un document de trois pages. Avec ce [document], nous pouvons circuler librement à l'intérieur de la Grèce et ensuite nous pouvons obtenir un billet pour un autre pays'*". "*Deux Afghans nous ont fait traverser en bateau et j'ai eu une conversation avec l'un d'eux [...] Il a dit que les policiers grecs l'avaient choisi, avec d'autres, parmi les migrants, et qu'ils les utilisaient pour faire traverser la rivière aux migrants parce qu'ils ne voulaient pas être directement impliqués dans le renvoi des personnes en Turquie*", a rapporté le jeune homme. Le comportement de la police grecque à la frontière relève directement du gouvernement grec. "*L'utilisation d'intermédiaires pour accomplir ces actes illégaux ne lui enlève aucune responsabilité*". "*La Commission européenne devrait ouvrir de toute urgence des poursuites judiciaires et tenir le gouvernement grec responsable de violation des lois de l'Union européenne interdisant les expulsions collectives*", poursuit le directeur du programme sur le droit des réfugiés à HRW.

Trois marocains ont été refoulés de la Grèce vers la Turquie par des personnes portant des vêtements civils ainsi que des cagoules dissimulant leurs visages, et parlant "l'arabe syrien", le 22 mars 2022. HRW déplore l'inaction de Frontex face à ces cas d'abus. Frontex ne se prononce pas sur les faits rapportés par HRW mais avance que, "*sur la période couverte par le rapport de HRW, deux plaintes (concernant des rapports d'incidents graves) ont été déposées dans le cadre d'activités opérationnelles se déroulant en Grèce*". "*Les deux affaires étant toujours en cours, l'agence ne peut pas fournir de détails supplémentaires*" ce qui est une façon de ne pas répondre.

Tout migrant entré illégalement sur le sol grec doit s'enregistrer à la frontière dans des centres spécifiques avant de déposer un dossier d'asile. Et ces centres spécifiques, se trouvent dans les îles de Chios, Lesbos, Samos, Kos, Leros, ou à Fylakio non loin de la Turquie. Ces centres fermés, qui ont mauvaise réputation, et où les conditions de vie sont régulièrement dénoncées par les associations. "*Les bureaux de l'asile qui fonctionnaient déjà difficilement ne gèrent en ce*

moment que les déplacés ukrainiens. C'est devenu très compliqué de leur demander autre chose". "Il n'y a pas de RIC sur le continent pour s'enregistrer", proches des grandes villes. "La réalité c'est que la plupart des personnes qui entrent en Grèce n'arrivent pas à déposer un dossier d'asile". Si ces migrants se font arrêter par la police sur le continent, selon la circulaire du 24 novembre 2021 ; ils devraient être envoyés dans les centres des îles de la mer Égée. Mais les insulaires grecs sont en colère contre ces camps. Dans la plupart des arrestations, beaucoup font un court séjour en prison. "S'ils sont en situation irrégulière, ils peuvent être arrêtés et envoyés dans le centre de détention de Amygdaleza [dans la région d'Athènes] avant d'être relâchés quelques jours plus tard". "Ils peuvent aussi être maintenus en détention, ou bien refoulés vers la Turquie". Il arrive, en effet, selon l'association Border Violence, que des migrants soient arrêtés loin de la frontière gréco-turque, à Thessalonique par exemple, puis renvoyés vers Ankara. Selon les ONG grecques, un peu plus de 28 000 demandeurs d'asile (enregistrés) vivent actuellement en Grèce. Parmi eux, la majorité sont originaires d'Afghanistan, du Pakistan et de Syrie.

En première instance, en septembre 2020, les deux Afghans de 27 et 24 ans avaient été reconnus coupables d'avoir "facilité l'entrée illégale" de migrants et condamnés à 50 ans de prison. Ils avaient en revanche été acquittés d'une autre accusation : celle d'être à l'origine d'un naufrage et d'avoir mis en danger la vie d'autrui. Ils passeront une nouvelle nuit en prison. Jeudi 7 avril 2022, leur procès en appel a une nouvelle fois été ajourné, cette fois au 8 décembre, par le tribunal de Mytilène, sur l'île grecque de Lesbos. Autorisé à passer un coup de fil avant d'être renvoyé en cellule, l'un a lancé un appel à l'aide. *"Nous ne sommes que des réfugiés, nous ne sommes pas et n'avons jamais été des trafiquants", "Nous avons quitté l'Afghanistan pour venir en Europe, pour être libres. Nous voulons la justice, nous voulons être entendus."* Les deux hommes étaient arrivés en mars 2020 à Lesbos à bord d'un canot composé de 22 autres personnes. Leur embarcation prenant l'eau, ils avaient été secourus par les autorités grecques. Selon le témoignage d'un garde-côte, ils auraient coupé la coque de leur bateau, l'endommageant fortement et provoquant le naufrage. Si cette charge n'avait pas été retenue contre eux lors du premier procès, le procureur avait en revanche ajouté l'accusation d'aide à l'entrée illégale. *"Ils sont accusés d'être des passeurs or ce n'est basé sur rien. Le témoignage du garde-côte sur lequel s'appuyait toute la procédure ne parlait même pas de ça. Ils sont innocentés sur la mise en danger d'autrui mais derrière on rajoute une autre charge, ça n'a pas de sens". "Personne ne les a vus conduire l'embarcation et 12 migrants du même bateau ont signé une déclaration écrite expliquant qu'ils n'étaient pas les capitaines".* Des milliers d'autres demandeurs d'asile connaissent le même sort et croupissent dans les geôles grecques. Cette seconde semaine d'avril 2022, 10 procès contre des pilotes de bateaux ont lieu sur l'île de Samos. *"À chaque fois, les histoires sont les mêmes : des procès sur la base d'un unique témoignage provenant de garde-côtes, pas d'enquête poussée, des migrants qui disent être forcés de prendre le contrôle du bateau au risque de tomber dans l'eau, voire même qui réfutent avoir conduit le canot. Presque tous les bateaux qui arrivent sur nos îles subissent le même sort. S'il n'y a pas de chauffeur, la police hellénique ou les garde-côtes choisiront au hasard celui qui est à la barre du navire et le nommeront capitaine, ouvrant automatiquement la voie à de très graves accusations criminelles."* Actuellement, 1 970 personnes sont incarcérées dans le pays pour des faits similaires, en attente de leur sentence ou déjà condamnées. Athènes se défend et rejette les accusations, affirmant que ses tribunaux sont équitables et qu'elle a l'obligation de garder ses frontières. *"En Grèce comme aux États-Unis et dans tout le monde occidental, la justice est forte et indépendante, jugeant sur la base des faits présentés lors des audiences". "C'est toujours le même narratif qui consiste à dire qu'on défend nos frontières, mais à quel prix ? On justifie des crimes d'État en participant à des dénis de justice. Ces arguments sont aussi utilisés contre les accusations de refoulements illégaux et violents documentés par les ONG et plusieurs médias."* En attendant, les passeurs s'adaptent. Ils restent de moins en moins longtemps à bord des embarcations de migrants parties de Turquie. Ils les abandonnent lorsqu'ils s'approchent des côtes grecques ou forment les exilés à prendre le volant. Dans les canots, les migrants sont de leurs côtés de plus en plus réticents

à prendre la barre, au risque de voir les drames se multiplier. *"On entend de plus en plus de témoignages de gens qui expliquent qu'à bord du bateau, personne ne voulait conduire de peur d'être inculpé"*.

<https://www.hrw.org/report/2022/04/07/their-faces-were-covered/greeces-use-migrants-police-auxiliaries-pushbacks>

HONGRIE

Le Premier ministre nationaliste Viktor Orbán, qui a fait de la lutte contre les migrants le fer de lance de sa politique, a remporté, dimanche 3 avril, un quatrième mandat consécutif à la tête du gouvernement hongrois lors des élections législatives, récoltant plus de 53 % des voix. "Nous avons remporté une victoire si large qu'elle peut même être vue depuis la Lune", a clamé Viktor Orbán, âgé de 58 ans, avant même la fin du dépouillement des bulletins, se félicitant d'avoir "défendu la souveraineté et la liberté de la Hongrie". Si cette nouvelle victoire valide la position prudente d'Orbán sur la guerre en Ukraine et sa campagne fondée sur la défense des valeurs chrétiennes traditionnelles, elle semble également approuver la politique très stricte menée en matière d'immigration ces dernières années. Car en 12 années au pouvoir, le Premier ministre, autoproclamé "rempart de l'Occident contre l'immigration", a profondément changé le pays. Dès 2015, le chef de gouvernement souverainiste avait fait ériger une clôture de plusieurs centaines de kilomètres aux frontières sud de la Hongrie, pour protéger le pays contre les migrants, suscitant des mesures similaires de la part de pays voisins. Il a également récusé le droit d'asile des migrants originaires d'Afrique ou du Moyen-Orient, qu'il assimile régulièrement à des "terroristes" en puissance. Cette mesure empêche les personnes originaires d'un pays où leur vie n'est pas menacée de faire une demande d'asile sur le sol hongrois. Le pays est aussi régulièrement accusé de pratiquer des reconductions illégales - et violentes - de migrants à la frontière. En 2021, Le Hungarian Helsinki committee (HHC), une ONG de défense des droits de l'Homme basée à Budapest, a évalué à au moins 52 000 le nombre de migrants dont les droits ont été bafoués à la frontière depuis 2016. Depuis 2018, l'aide apportée par des associations à ceux qui ne remplissent pas les critères permettant d'obtenir la protection est par ailleurs criminalisée en Hongrie. Ainsi, donner de la nourriture à un migrant démuné, par exemple, constitue, dans ce contexte, une infraction pénale. Fin 2020, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) avait réagi à la situation en Hongrie en jugeant que les demandeurs d'asile étaient retenus sans motif valable dans des camps situés dans des « zones de transit » à la frontière avec la Serbie. La Cour avait exigé qu'ils puissent en sortir, ce qui avait conduit le gouvernement hongrois à fermer ces camps controversés, ouverts en 2015. Budapest a, entre autres, été également condamnée en mars 2021 par la Cour européenne des droits de l'Homme pour ["traitements inhumains et dégradants"](#) envers une famille de demandeurs d'asile irano-afghane. Cette famille, composée de trois enfants, dont un bébé de sept mois, et d'une femme enceinte, avait été placée dans une zone de transit, dans un conteneur de 13 mètres carrés. En raison du fait qu'il demandait l'asile pour la troisième fois, le père n'était par ailleurs pas autorisé à recevoir de la nourriture des autorités, en application de la législation hongroise, et se nourrissait de restes trouvés dans les poubelles. Autre affaire au niveau européen : [la Hongrie a été condamnée en avril 2020](#) – tout comme la Pologne et la République tchèque - pour avoir refusé un quota d'accueil de réfugiés décidé dans le cadre du programme lancé en 2015 de répartition par État membre de dizaines de milliers de demandeurs d'asile. Mais ces condamnations, même nombreuses, semblent avoir peu d'effet sur Viktor Orbán. Et sa large réélection à la tête du gouvernement ne devrait pas le faire dévier d'un pouce de sa ligne radicale. Récemment, la pandémie de Covid-19 a été une nouvelle occasion pour lui de resserrer la vis autour des étrangers, désignés comme les boucs émissaires de cette crise. Au printemps 2020, Viktor Orbán est allé jusqu'à déclarer que [deux étudiants iraniens étaient responsables](#) d'avoir amené le virus dans le pays. Ces deux jeunes hommes et douze autres étudiants ont été accusés d'avoir violé les règles sanitaires liées au coronavirus et ont été expulsés de Hongrie.

Seul assouplissement constaté : avec la guerre en Ukraine, la position de Viktor Orbán

envers l'immigration s'est légèrement assouplie, le nationaliste ayant accepté d'ouvrir les frontières habituellement verrouillées de son pays aux déplacés victimes du conflit. Mais cet élan de solidarité s'est arrêté là. Depuis, le gouvernement de Viktor Orban est aux abonnés absents en ce qui concerne l'organisation de l'accueil de ces exilés. Dans le pays, la prise en charge des Ukrainiens repose quasi-exclusivement sur la société civile.

IRLANDE

L'église Saint-Georges et Saint-Thomas, située dans le centre-ville de Dublin, sera utilisée comme centre culturel, et deviendra un centre d'accueil et d'activités pour les personnes arrivant d'Ukraine en Irlande. Les Diocèses unis se sont engagés à travailler en étroite collaboration avec les dirigeants de la communauté ukrainienne en Irlande pour identifier les moyens pratiques de soutenir et de répondre aux besoins de ceux qui arrivent dans le pays.

<https://www.rte.ie/news/dublin/2022/0407/1291036-ukraine-refugees/>

À peine plus de 20% des réfugiés attendus par le gouvernement sont arrivés en Irlande pour l'instant, mais les hôtels et les chambres d'hôtes sont déjà pris d'assaut. Alors, les responsables politiques étudient toutes les options : les bâtiments vides à rénover pour les transformer en hébergement d'urgence, par exemple. La rémunération des Irlandais qui logent des ukrainiens est sur la table, elle aussi, contrairement à ce qu'avait affirmé le Premier ministre il y a plusieurs semaines. Ce système est déjà mis en place au Royaume-Uni où les familles reçoivent en moyenne 400 euros pour leur accueil. Des associations appellent aussi les Irlandais à louer leurs maisons de vacances de toute urgence, contre 300 ou 400 euros là aussi. Il faut dire que l'Irlande comptait sur les 25 000 offres d'hébergement de particuliers, mais après vérification de la Croix-Rouge pour questions de sécurité, à peine la moitié étaient conformes. Ce que le gouvernement cherchait absolument à éviter va donc sûrement devoir être mis en place après Pâques, à savoir des gymnases et des salles de fêtes avec lits de camp et tentes pour les déplacés ukrainiens, sinon ils se retrouveront à la rue.

Seront-ils mis à la même enseigne que tous les autres réfugiés ?

ITALIE

L'Italie est la première porte d'entrée de l'Europe en Méditerranée. L'an dernier, 67 000 exilés ont débarqué sur ses côtes. Parmi les cinq millions de migrants et réfugiés vivant en Italie, la moitié sont des femmes. Certaines arrivent éprouvées par un passé de violences. Ces victimes au parcours traumatique sont accueillies et protégées par un réseau associatif de centres réservés aux femmes migrantes qui les accompagnent dans leur reconstruction. Fuyant souvent seules leur pays, la plupart de ces exilées viennent des Balkans, mais aussi d'Afrique, du Moyen-Orient ou d'Asie.

Vendredi 8 avril 2022, Matteo Salvini, le leader du parti d'extrême-droite la Ligue est jugé dans l'affaire du navire humanitaire Open Arms, qui remonte à l'été 2019, époque à laquelle il était ministre de l'Intérieur et menait une politique de tolérance zéro envers les migrants. Au mois d'août 2019, il avait refusé, au nom de sa politique des "ports fermés", que l'Open Arms, accoste à Lampedusa. Le bateau était donc resté bloqué avec 147 migrants à son bord, à quelques encablures de l'île, pendant près de trois semaines. Et ce, malgré l'aggravation des conditions de santé des femmes et des hommes, secourus en mer, au large de la Libye. La situation s'était finalement résolue grâce une décision de la justice sicilienne. L'ancien chef du gouvernement italien est accusé de séquestration de personnes et d'abus de pouvoir et risque jusqu'à 15 ans de prison.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/reportage-international/20220331-italie-des-associations-viennent-en-aide-aux-migrantes-victimes-de-traite-et-de-violences>

Mardi 5 avril 2022, à Florence, en Toscane, un vendeur à la sauvette sénégalais a refusé de donner son identité et de remettre ses marchandises à la police avant de frapper deux agents. L'un un autre a tenté pour cette raison de l'immobiliser. Les deux agents ont eu une incapacité temporaire de travail (ITT) de "trois et cinq jours" à la suite de "lésions" tandis que l'homme interpellé "ne semble pas", lui, en avoir subi et "a demandé pardon aux personnes présentes pour son comportement violent". En Italie, les vendeurs ambulants, pour la plupart originaires d'Afrique de l'ouest, sont nombreux en Italie et vivent des maigres revenus de cette activité. Ils se cachent de la police, au risque de se voir infliger une amende pour activité illégale. Ils se disent régulièrement confrontés au "harcèlement policier" et à la violation de leurs droits. Une vidéo largement partagée sur les réseaux sociaux, a été diffusée par une télévision sénégalaise privée. Les autorités sénégalaises ont réagi dimanche 10 avril 2022, dans un communiqué officiel. *"Le ministère des Affaires étrangères a appris, avec consternation, après authentification d'une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux (...) les violences dont a été victime un ressortissant sénégalais en Italie lors d'une interpellation par des forces de l'ordre dans la ville de Florence"*. Le ministère italien des Affaires étrangères n'avait pas réagi lundi 11 avril 2022, à la mi-journée.

Plus de 800 personnes sont arrivées sur l'île de **Lampedusa** lors des 9 et 10 avril 2022, à bord d'une douzaine d'embarcations. Les exilés sont principalement originaires d'Égypte, de Syrie, du Soudan, de Somalie, du Niger et d'Érythrée. Le centre de premier accueil de Lampedusa - d'une capacité d'accueil de 250 places - s'est rapidement retrouvé surchargé et plusieurs opérations de transferts ont dû être effectuées. Dimanche 10 avril 2022, la préfecture d'Agrigente, en accord avec le ministère de l'Intérieur, a organisé le transfert de 127 personnes, en ferry, vers Porto Empédocle, en Sicile. Lundi soir 11 avril 2022, 104 migrants ont été transférés, également vers Porto Empédocle, à bord du ferry Sansovino. Cent soixante autres migrants ont, quitté le hotspot de Lampedusa sur le navire de quarantaine Moby Dada et ont accosté à Cala Pisana, un petit port de l'île. 441 personnes se trouvaient toujours dans le hotspot, lundi 11 avril. Le maire de Lampedusa, a lancé un appel à l'Union européenne : *"Nous sommes confrontés à une situation exceptionnelle. Je tiens à remercier tous ceux qui, à Lampedusa, s'engagent dans des opérations de sauvetage et d'accueil en mer et ici sur l'île. Je crois que l'Italie et l'Europe doivent faire de même : lorsqu'elles préparent des mesures de solidarité internationale et d'accueil humanitaire, rappelez-vous de regarder ce qui se passe dans le sud, au cœur de la Méditerranée"*.

PORTUGAL

Plus de 22.700 Ukrainiens et citoyens de pays tiers ayant vécu en Ukraine ont reçu le statut de protection temporaire au Portugal. Une ukrainienne comptable et ancienne enseignante à l'université de Kharkiv. Est partie avec sa fille et sa belle-mère mais sans son mari qu'il n'était pas autorisé à quitter le pays. Elles sont arrivées à Lisbonne sur un vol humanitaire organisé par le gouvernement portugais le 14 mars 2022. « Avant d'arriver au Portugal, nous avons roulé jusqu'à la frontière ukrainienne et sommes passés en Roumanie. Nous ne connaissions personne là-bas et nous avons demandé de l'aide à la Croix-Rouge. Ils nous ont trouvé un endroit où passer la nuit. Puis nous sommes allés à Bucarest, où un vol humanitaire a été organisé pour nous emmener, ainsi que d'autres réfugiés ukrainiens, au Portugal. Nous avons été aidés par tant de bénévoles tout au long du chemin. En Roumanie, ils nous préparaient le petit-déjeuner, sans rien demander en retour. Au Portugal, des volontaires nous ont accueillis à l'aéroport et nous ont aidés à trouver un appartement. Notre hôte à Lisbonne est si belle et si gentille. Elle m'a tout expliqué sur le Portugal, sur ce que je devais faire pour trouver une école pour ma fille et sur la manière de trouver un emploi. Ses amis nous ont également aidés en nous donnant des vêtements.

VATICAN

Publié jeudi 24 mars par la Section Migrants et Réfugiés du Dicastère pour le Service du Développement Humain Intégral, un document préfacé par le Pape propose des pistes pour

«faire grandir la culture de la rencontre» et une Église toujours plus inclusive, face aux défis des migrations ». Les nouvelles orientations naissent de l'expérience des Églises locales.

Florilège : *«reconnaître et surmonter la peur»,*

ou «considérer les migrants comme une bénédiction».

«La présence de migrants et de réfugiés appartenant à d'autres religions, ou de non-croyants, poursuit le document, représente une nouvelle opportunité missionnaire pour nos communautés chrétiennes, appelées à construire des ponts par le témoignage et la charité» .

Un appel *«à l'engagement pour la fraternité universelle, parce que nous sommes tous dans le même bateau»* et un rappel *«dans la rencontre avec la diversité»* et *«dans le dialogue qui peut naître, il nous est donné l'opportunité de grandir en tant qu'Église, de nous enrichir mutuellement».*

«Dans les moments de plus grande crise, comme ceux causés par la pandémie et par les guerres auxquelles nous assistons, les nationalismes fermés et agressifs et les individualismes radicaux nous divisent et nous séparent, tant dans le monde qu'au sein de l'Église». Le prix le plus élevé «est payé par ceux qui peuvent le plus facilement devenir "les autres" : les étrangers, les migrants, les marginaux, ceux qui habitent les périphéries existentielles».

Ces orientations pastorales, écrit le Pape François, invitent donc *«à élargir notre manière de vivre l'Église»* et *«nous poussent à voir le drame du déracinement prolongé et à accueillir, protéger, intégrer et promouvoir nos frères et sœurs».* Il propose également de *«vivre une nouvelle Pentecôte dans nos quartiers et nos paroisses, en prenant conscience de la richesse de leur spiritualité et de leurs vibrantes traditions liturgiques».* Ce n'est que de cette manière que l'Église peut être *«authentiquement synodale»* et en mouvement : une Église qui ne fait pas de distinction *«entre les autochtones et les étrangers, entre les résidents et les invités, car sur cette terre nous sommes tous pèlerins».*

Jésus, *«nous dit que chaque occasion de rencontrer un réfugié ou un migrant est une occasion de Le rencontrer lui-même».* Et dans son Esprit, nous sommes capables *«d'embrasser tout le monde pour créer une communion dans la diversité, en harmonisant les différences sans jamais imposer une uniformité qui dépersonnalise».* Ainsi, les communautés catholiques *«sont invitées à grandir et à reconnaître la nouvelle vie que les migrants apportent avec eux».*

<https://www.vaticannews.va/fr/vatican/news/2022-03/document-pastorale-migrants-refugies-24-mars-2022.html>

[Migrations: nouvelles directives du Saint-Siège pour la pastorale interculturelle - Vatican News](#)

Le Pape François a conclu son voyage apostolique à **Malte** par une visite au centre pour migrants Giovanni XXIII Peace Lab, où il a rencontré deux cents migrants. Il a rappelé le texte des actes des apôtres : *Les Barbares, qui ne parlaient pas le grec, nous ont témoigné une bienveillance peu ordinaire. Ils ont allumé un grand feu et nous ont tous accueillis à sa chaleur; car il s'était mis à pleuvoir et il faisait froid (Actes 28.1-2).* L'expérience du naufrage du bateau de Paul, est particulièrement d'actualité puisqu'elle est vécue par des centaines de milliers de personnes ces dernières années en Méditerranée, Elle *«a été tragique» «malheureusement pour beaucoup d'entre eux».* Il souhaite à Malte *«de traiter toujours de cette façon ceux qui débarquent sur ses côtes, d'être vraiment pour eux un port sûr».* Ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui. Le Pape a voulu mettre l'accent sur un autre naufrage, celui de la civilisation. Pour nous sauver, François propose de se comporter *«avec humanité»,* c'est-à-dire *«en regardant les gens non pas comme des numéros, mais pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire des visages, des histoires, simplement des hommes et des femmes, des frères et des sœurs».* Il invite à prier pour eux qui *«risquent leur vie en mer en quête d'espérance».* Et aujourd'hui, le Pape a rappelé toutes les personnes qui fuient les guerres, de l'Ukraine à l'Asie, en passant par l'Afrique et l'Amérique. Il rappelle que *«la réalité des*

migrations est un signe des temps où la civilisation est en jeu ». François a fait ainsi un rêve: que les migrants deviennent personnellement «témoins et animateurs d'accueil et de fraternité», «des témoins des valeurs humaines essentielles pour une vie digne et fraternelle». «Vous pouvez faire ressortir cette richesse que vous portez en vous, patrimoine très précieux de l'humanité, et la mettre en commun avec les communautés dans lesquelles vous êtes accueillis et dans les milieux où vous vous insérez». C'est le chemin à suivre, soutient le Pape, «le chemin de la fraternité et de l'amitié sociale». Il y a un autre rêve, celui des personnes qui quittent tout pour rejoindre une autre terre où ils espèrent trouver liberté et démocratie. Or, ce rêve de millions de migrants est bafoué, car leurs «droits fondamentaux sont violés, parfois malheureusement avec la complicité des autorités compétentes», a dénoncé le Pape, insistant sur ce dernier point avant de mettre en garde: «Ne nous laissons pas tromper par ceux qui disent: il n'y a rien à faire». La réponse est d'allumer «des feux de fraternité, autour desquels les gens pourront se réchauffer, se relever, reprendre espérance».

Malte est accueillante, Les Maltais de nature sont accueillants. Mais comme l'a aussi rappelé le Pape, il y a parfois un accueil qui fait des distinctions. Il y a un peu de racisme qui monte, pas seulement à Malte, mais aussi en Europe. Avec la crise en Ukraine, Malte a tout de suite ouvert ses bras aux Ukrainiens (...). Mais en même temps, le jour où les autorités parlaient de l'accueil des réfugiés, il y avait un bateau avec 106 migrants que Malte a refusé, et qui sont arrivés aujourd'hui vers la Sicile. « On oublie que l'Europe a été faite par les migrants, non? » « Tout comme l'Europe fait généreusement de la place aux Ukrainiens qui frappent à sa porte, il en va de même pour les autres qui viennent de la Méditerranée. C'est un point par lequel j'ai terminé ma visite et qui m'a beaucoup touché, parce que j'ai entendu les témoignages, les souffrances et qui sont plus ou moins comme celles dont je vous ai parlé et qui sont dans ce petit livre qui est sorti, Hermanito, «petit frère» en espagnol, et tout le chemin de croix de ces personnes. »

<https://www.vaticannews.va/fr/eglise/news/2022-04/pape-francois-malte-migrants-entretien-pretre-jesuite-refugies.html>

ONU - ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRANTS

État des lieux en Ukraine au 7 avril 2022

Alors que plus de 4,3 millions d'Ukrainiens ont fui leur pays depuis le début de l'offensive russe, certains optent désormais pour le chemin inverse et font le choix du retour après quelques semaines passées à l'extérieur de l'Ukraine. La migration de retour vers l'Ukraine est probablement en augmentation : plus de 537.000 personnes ont traversé la frontière ukrainienne depuis le 24 février 2022.

Plus de 7,1 millions de civils sont déplacés à l'intérieur de l'Ukraine. Au total, 11,4 millions de personnes ont été forcés de fuir leur domicile soit à l'intérieur du pays ou à travers les frontières internationales, dont près de 4,3 millions de réfugiés. Il s'agit principalement des femmes et des enfants, qui ont fui à travers les frontières internationales - une augmentation de 30% par rapport aux quelque 3,3 millions de personnes au 18 mars 2022. Dans ce lot de réfugiés, plus de la moitié, soient 2,5 millions de personnes, sont arrivées en Pologne depuis le début de l'offensive russe en Ukraine, dont environ 37.000 supplémentaires sur 24 heures, selon un décompte établi jeudi par le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

Outre les 2.514.504 réfugiés en Pologne, près de 662.000 ont rejoint la Roumanie, plus de 404.000 la Hongrie et 401.000 en Moldavie. Plus de 304.000 civils ukrainiens se sont orientés vers la Slovaquie voisine. Plus de 350.000 se trouvent en Russie, mais ces données datent d'il y a une dizaine de jours, et plus de 18.000 sont en Biélorussie.

Parmi les personnes piégées dans leur communauté, 16% déclarent ne pas être sûres de partir malgré un contexte d'hostilités actives. 6% déclarent rester pour ne pas laisser derrière elles des membres de leur famille. Selon cette étude, près 3% déclarent qu'elles ne sauraient pas où aller.

L'accès aux services de santé essentiels est de plus en plus restreint. Le nombre d'incidents vérifiés d'attaques contre des installations de soins de santé en Ukraine est passé à 91 depuis le 24 février 2022, faisant 73 morts et 46 blessés, selon un décompte établi le 6 avril par l'Organisation mondiale de la santé. Près de la moitié des pharmacies du pays seraient fermées, ce qui limite l'accès aux médicaments essentiels.

Le 12 avril 2022, le HCR recense exactement **4.615.830 réfugiés**. Ce sont 68.000 de plus que lors du précédent décompte établi hier lundi. Si l'agence onusienne fait état d'une légère baisse des arrivées, elle estime que les nouveaux arrivants sont dans un « *état plus vulnérable* ». « *Les nouveaux réfugiés ont moins de moyens et sont aussi moins bien préparés en termes d'endroit où ils souhaitent se rendre* », par rapport aux personnes qui ont fui dans les premières semaines du conflit, a affirmé un porte-parole du HCR. La Pologne accueille de loin le plus grand nombre de réfugiés. Depuis le 24 février, 2.645.877 d'entre eux sont entrés en Pologne au 11 avril. 701.741 personnes se sont également rendues en Roumanie et la Moldavie fait état de 413.374 arrivées de réfugiés ukrainiens. La Hongrie a accueilli 428.954 Ukrainiens et 320.246 personnes sont arrivées d'Ukraine en Slovaquie, depuis le début de la guerre. En Russie, le nombre de réfugiés s'élevait à 433.083 au 9 avril. Au 11 avril, la Biélorussie avait accueilli 21 292 personnes. Parmi ces 4,6 millions de réfugiés, près de 210.000 sont des ressortissants de pays tiers. Ils rencontrent parfois des difficultés à rentrer dans leur pays d'origine.

Au total, ce sont presque **12 millions de personnes**, soit plus d'un quart de la population, qui **ont dû quitter leur foyer** soit en traversant la frontière pour gagner les pays limitrophes, soit en trouvant refuge ailleurs en Ukraine. En effet, aux 4,6 millions de réfugiés s'ajoutent également 7,1 millions de déplacés internes, selon les chiffres de l'OIM publiés le 5 avril. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a enregistré 4.335 victimes civiles depuis le 24 février, soit 1.842 morts (dont 148 enfants) et 2.493 blessés. Les chiffres sont vraisemblablement beaucoup plus élevés puisqu'ils n'incluent pas à ce stade le nombre des morts dans les zones où des hostilités intenses et constantes ont lieu.

EUROPE

CONSEIL DE L'EUROPE DÉNONCE LE REFOULEMENT AUX FRONTIÈRES

Le Conseil de l'Europe, vigie des droits humains sur le continent, est une institution indépendante qui n'appartient pas à l'Union européenne (UE).

Dans un rapport publié jeudi 7 avril 2022, il affirme que le nombre de "réfugiés, demandeurs d'asile et migrants" refoulés aux frontières terrestres et maritimes de l'Europe a augmenté ces dernières années et est devenu un "problème paneuropéen systématique". 13 États sont vivement critiqués pour avoir renvoyé vers les pays voisins des migrants qui tentaient d'entrer sur leur territoire, sans la possibilité de déposer une demande de protection : la Croatie, l'Italie, l'Autriche, la Hongrie, la Pologne, la Lituanie, la Lettonie, la Grèce, Chypre, la Turquie, la Bulgarie ou encore la France et l'Espagne. Le document s'appuie sur des rapports d'ONG qui ont par exemple dénombré entre 50 et 130 procédures de refoulement par jour pendant l'été 2020, et jusqu'à 170 en octobre de la même année, de la France vers l'Italie dans le département des Alpes

maritimes. Les autres pays ont également été visés comme faisant du "pushback" systématiques à leurs frontières : La Grèce versus la Turquie ; La Pologne , la Lituanie et la Lettonie ont été critiquées pour leur traitement des personnes arrivant de la Biélorussie voisine, notamment lors de l'important afflux observé à l'été 2021. Dans certains pays, "l'usage de la violence" envers les exilés est "*grave et systématique*". D'autres veulent adopter des lois légalisant les mesures de refoulement, comme c'est le cas en Hongrie ou en France. "*La situation actuelle montre que les graves violations des droits humains, devenues un élément essentiel des méthodes de contrôle aux frontières des États membres, sont cruelles, contradictoires et contre-productives*", a souligné la Commissaire du Conseil de l'Europe pour les droits de l'Homme. Elle a pointé le double standard avec l'accueil "*chaleureux*" réservé aux Ukrainiens fuyant la guerre : les pays européens qui leur ont ouvert les bras sont les mêmes qui repoussent hors de leurs frontières les migrants d'autres nationalités. Elle regrette qu'en agissant ainsi, les dirigeants créent "*de faux clivages*" entre les différents groupes. "*Les droits humains existent pour nous protéger tous de la même manière, peu importe notre origine*". Le Conseil de l'Europe demande donc aux États membres de mettre fin à ces refoulements et de "*respecter leurs obligations légales*" vis-à-vis des personnes en demande de protection en ne les renvoyant pas de l'autre côté de la frontière "*sans une procédure individualisée*" ni sans "*droit à un recours effectif*".

Il exige aussi que les États mettent en place "*des règles de conduite*" et des "*procédures standardisées claires et obligatoires*" pour les autorités en charge du contrôle aux frontières afin de traiter les migrants "*de manière conforme aux droits humains*".

ROYAUME-UNI

Alors que l'ensemble des pays européens ont mis en place une protection temporaire. Mesure d'exception qui permet non seulement l'accès au logement, mais aussi l'emploi, la scolarité et la santé, Londres maintient une position très restrictive, et impose des visas. C'est un deux poids - deux mesures qui se confirme... Comme tous les autres réfugiés, les Ukrainiens ont bien du mal à pouvoir rentrer sur le territoire britannique. À la mi-avril, seuls 12 000 réfugiés ukrainiens avaient pu franchir la Manche, même si 42 000 visas ont été accordés. Une famille anglaise se bat contre toutes les difficultés administratives pour accueillir une famille ukrainienne.

Londres a signé un accord de 144 millions d'euros avec le Rwanda pour que Kigali accueille sur son sol des migrants de diverses nationalités arrivant du Royaume-Uni. "*Le Rwanda se réjouit de ce partenariat avec le Royaume-Uni pour accueillir des demandeurs d'asile et des migrants, et leur offrir des voies légales pour vivre*" dans ce pays d'Afrique de l'Est, a déclaré le ministre rwandais des Affaires étrangères. Concrètement, l'accord ne concernerait que des "jeunes hommes" arrivés par bateaux via la Manche sur le sol britannique. Ces derniers seraient envoyés par avion sur le sol rwandais. Les migrants verraient alors leurs demandes d'asile traitées dans ce pays d'Afrique de l'Est et seraient encouragés à s'y installer. Il ne s'agirait donc plus seulement d'externaliser le traitement mais la demande en elle-même, puisque les migrants resteraient au Rwanda. Selon l'accord, en effet, le Rwanda assumerait la responsabilité de ces demandeurs d'asile, même s'ils obtiennent l'asile. Pas question de les renvoyer ensuite vers Londres. Ils bénéficieraient d'un logement à long terme au Rwanda. Le gouvernement de Kigali a déclaré que les migrants auront "*droit à une protection complète en vertu de la loi rwandaise, à un accès égal à l'emploi et à l'inscription aux services de santé et de protection sociale*". Selon le Haut Commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR), cette loi contrevient à la Convention de Genève pour les réfugiés, qu'a signée le Royaume-Uni. A Londres, les travaillistes ont déclaré que le plan était "*irréalisable, contraire à l'éthique et exorbitant*" et inefficace. En juillet 2021, la ministre de l'intérieur avait essayé de durcir les peines de prison contre les personnes qui entrent illégalement sur le sol anglais. Le parquet britannique avait finalement interdit de poursuivre les migrants arrivés par la Manche.

Le gouvernement britannique a confié dès jeudi 14 avril 2022 ,le contrôle des traversées

illégal de la Manche à la Marine, la Royal Navy, à la place des gardes-côtes, et va construire de nouveaux centres d'accueil dédiés aux clandestins qui arrivent sur les côtes anglaises. « *Cela va envoyer un message clair à ceux qui conduisent les bateaux : si vous risquez la vie des autres dans la Manche, vous risquez de passer votre propre vie en prison* », a-t-il déclaré. Des centres dédiés aux clandestins, du type de ceux ouverts en Grèce, seront ouverts et remplaceront les hébergements à l'hôtel actuel.

UKRAINE

Des dizaines de migrants enfermés en centre de rétention en Ukraine ne peuvent pas fuir la guerre, a affirmé Human Rights Watch dans un rapport publié lundi 4 avril 2022. Plusieurs de ces structures se trouvent en pleine zone de conflit, alors que le pays tente de résister à l'invasion russe et que des milliers de civils ont péri dans les affrontements. L'ONG s'inquiète pour la sécurité des personnes retenues et demande leur libération.

AFRIQUE

ALGÉRIE

A la suite des accords entre le Maroc et l'Espagne en ce qui concerne le Sahara occidental et le Front Polisario – soutenu par l'Algérie - cette dernière a suspendu sans délai tous les rapatriements de ses ressortissants arrivés sur le territoire espagnol après avoir traversé la Méditerranée. Les algériens exilés ne pourront donc plus retourner en Algérie, et ne seront plus expulsables.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

« *Quelque 10.000 ressortissants congolais se sont réfugiés dans le district de Virasoro, dans le sud-ouest de l'Ouganda, pour fuir les violents affrontements ayant débutés le 28 mars 2022 au Nord de la RDC* », a déclaré le représentant de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) en Ouganda. Ces milliers d'enfants, de femmes et d'hommes sont arrivés du territoire de Rutshuru en RDC, à environ 8 kilomètres du poste frontalier. En outre, près de 36.000 personnes ont été déplacées à l'intérieur de la RDC. La plupart sont hébergées par des familles d'accueil, ou dans des marchés et des écoles. Actuellement, l'Ouganda a fermé la frontière de Bunagana aux échanges commerciaux mais autorise heureusement les demandeurs d'asile à entrer dans le pays. D'autres demandeurs d'asile utilisent des passages frontaliers irréguliers. « *Nous avons également observé de nombreux enfants non accompagnés, des personnes âgées et des personnes en fauteuil roulant parmi ceux qui fuient la violence* ». « *Comme lors de nombreux incidents précédents, ils veulent rester près de la frontière afin de pouvoir obtenir plus facilement des nouvelles de ce qui se passe dans leurs villages, dans l'espoir que la violence cesse et qu'ils puissent rentrer chez eux* ».

NIGER

Les équipes de l'agence onusienne épaulées par la Protection civile du Niger ont porté secours, le week-end du 2 et du 3 avril 2022 à 25 migrants nigériens qui avaient été abandonnés par leur chauffeur en plein désert du Ténéré, dans le nord du Niger. Dans le groupe se trouvaient des femmes et des enfants. Lorsqu'ils ont été retrouvés, les migrants ont affirmé être "*restés trois jours sans nourriture et sans eau*", indique l'OIM. Selon un militaire nigérien, "*Il y a beaucoup de pertes humaines dans le Sahara. Avant même de mettre le pied en Libye, vous devez affronter de dures épreuves [les températures atteignent 50 degrés, le jour, dans le Sahara]. Le plus grand risque, c'est d'être abandonné par les passeurs. Quand les camionnettes [dans lesquelles les migrants sont transportés] tombent en panne, les passeurs les abandonnent dans le désert, sans eau ni nourriture.*"

Dans le but de décourager les passeurs, Niamey avait pourtant voté en 2015 une loi érigeant en crime le trafic de migrants, passible de peines pouvant aller jusqu'à 30 ans de prison. Mais malgré cette mesure, des exilés empruntent "de nouvelles routes plus dangereuses" pour entrer en Libye.

ASIE

YÉMEN

« Les parties ont accepté de mettre fin à toutes les opérations militaires offensives aériennes, terrestres et maritimes à l'intérieur du Yémen et à travers ses frontières. Elles ont également accepté que des navires pétroliers entrent dans les ports de Hodeïda et que des vols commerciaux opèrent à l'aéroport de Sanaa vers des destinations prédéterminées dans la région. Elles ont en outre convenu de se rencontrer sous mes auspices pour ouvrir des routes à Taiz et dans d'autres gouvernorats du Yémen. La trêve peut être renouvelée au-delà de la période de deux mois avec le consentement des parties », a dit l'envoyé spécial de l'ONU .

AMÉRIQUE

Mexique

Depuis quelques semaines, les ressortissants ukrainiens et Russes sont de plus en plus nombreux à affluer à la frontière sud des États-Unis pour demander l'asile. Si les premiers, rejoignant des la famille, parviennent à passer la frontière sans grande difficultés, les Russes, qui fuient la répression du régime de Vladimir Poutine, sont souvent refoulés. Ils rejoignent les rangs des milliers de migrants bloqués à Tijuana – frontière entre le Mexique et les USA.

Depuis des années, des colonnes de migrants qui fuient la pauvreté et la violence chez eux traversent ainsi le Mexique pour atteindre la frontière avec les États-Unis. En payant des passeurs, ils utilisent le fait de voyager en nombre comme un gage de sécurité. Les autorités mexicaines elles-mêmes avaient accepté de transférer 200 personnes originaires du Venezuela, de Colombie, de Cuba et du Nicaragua dans les États du sud du Mexique (à Tapachula) afin d'effectuer les procédures administratives d'immigration vers les États-Unis. En raison des lenteurs des services de l'immigration, Vendredi 1er avril 2022, fatigués d'attendre dans ce qu'ils appellent « *une ville prison* », les migrants s'étaient mis en marche et des heurts violents avaient éclaté avec les forces de l'ordre mexicaines à Tapachula. Les autorités mexicaines ont finalement accepté de faciliter leurs procédures d'immigration et La colonne de migrants s'est finalement dispersée.

A VOIR – À LIRE - À ÉCOUTER

Récemment nominé dans trois catégories aux Oscars et acclamé par la critique internationale, **Flee** (La fuite, en français) est un **documentaire d'animation** du réalisateur danois Jonas Poher Rasmussen. Le film raconte le parcours de son ami, un réfugié afghan que le cinéaste a rencontré, adolescent, au Danemark. Plus de vingt ans après son arrivée en Europe, l'afghan a finalement raconté au réalisateur son parcours, ses traumatismes, son homosexualité et accepté de voir sa vie portée à l'écran. Redevenir humain en ayant de l'empathie et s'entraider, c'est le plus grand message de ce documentaire

Raphaël Girardot et Vincent Gaullier, coréalisateurs du documentaire "**Que m'est-il permis d'espérer ?**" Ils ont poussé les portes d'un centre ouvert pour les réfugiés à Paris afin de

dresser les portraits de différents migrants et de souligner les carences des structures administratives chargées de les accueillir.